

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Décembre 2010

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 9 Arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.
- Page 10 Décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général.
- Page 12 Arrêté du 11 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire ministériel.
- Page 12 Arrêté du 4 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.
- Page 13 Décision du 24 novembre 2010 modifiant la décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général.
- Page 13 Arrêté du 3 décembre 2010 portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial d'inspecteur général des affaires culturelles au titre de l'année 2011 (M. Jean-François de Canchy).
- Page 13 Décision n° 2010-1 du 10 décembre 2010 portant nomination du secrétaire général du comité d'histoire.

Archives

- Page 14 Arrêté du 6 décembre 2010 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances) au service à compétence nationale Archives nationales.
- Page 14 Circulaire n° 2010/031 (DGP/SIAF/2010/022) du 9 décembre 2010 relative au recensement des tableaux de gestion réalisés en 2009 par les services départementaux d'archives.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 22 Décision n° 0280-N du 10 décembre 2010 portant modification n° 6 à la délégation de signature du 22 mars 2010 au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Centre des monuments nationaux

- Page 23 Décision n° DS IL 2010-15-DG du 21 décembre 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 23 Décision n° DS IL 2010-12-Adm du 29 décembre 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Cinématographie

- Page 24 Arrêté du 9 décembre 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 25 Arrêté du 29 novembre 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.
- Page 25 Arrêté du 29 novembre 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.
- Page 26 Circulaire n° 2010/030 du 8 décembre 2010 fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial sur critères sociaux aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental pour l'année scolaire 2010/2011.
- Page 43 Décision du 10 décembre 2010 portant désignation des représentants du personnel au sein du comité hygiène et sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.
- Page 43 Arrêté du 13 décembre 2010 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine.

Monuments historiques

- Page 43 Convention de mécénat n° 2010-017 R du 4 mai 2010 passée pour la chapelle Sainte-Catherine du Logis de Moullins entre la Demeure historique et M. Philippe et M^{me} Kathryn Favre, indivisaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 47 Convention de mécénat n° 2010-20 A du 4 mai 2010 passée pour la ferme de Gy entre la Demeure historique, Jean de Chevron Villette, nu-propriétaire et Jacqueline de Chevron Villette, usufruitière (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 51 Convention de mécénat n° 2010-021 R du 3 juin 2010 passée pour le château de Josselin entre la Demeure historique et Josselin de Rohan Chabot, Antoinette de Rohan Chabot, co-usufruitiers et Alain de Rohan Chabot, nu-propriétaire.
- Page 54 Convention de mécénat n° 2010-018 A du 15 juillet 2010 passée pour le jardin du château de Gardères entre la Demeure historique et M. David Liagre, propriétaire et l'association Gardères 1723 (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 58 Convention de mécénat n° 2010-019 R du 15 juillet 2010 passée pour le château d'Arginy entre la Demeure historique et Gabriel Guary, nu-propriétaire et Christian Guary, usufruitier (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 62 Convention de mécénat n° 2010-022 R du 27 septembre 2010 passée pour le logis de la Constantinière entre la Demeure historique et Roger et Ghislaine Couffin, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 67 Convention de mécénat n° 2010-024 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

- Page 70 Convention de mécénat n° 2010-025 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 74 Convention de mécénat n° 2010-026 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 78 Convention de mécénat n° 2010-028 R du 22 novembre 2010 passée pour le château de La Roche entre la Demeure historique et Louis de La Ville-Baugé, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 82 Convention de mécénat n° 2010-030 R du 22 novembre 2010 passée pour Montépilloy entre la Demeure historique et M. et M^{me} François Rouzé, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 85 Convention de mécénat n° 2010-016 R du 6 décembre 2010 passée pour le château de Kerlevenan entre la Demeure historique, la société civile Domaine de Kerlevenan et ses associés (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 89 Convention n° 2010-027 R de mécénat du 6 décembre 2010 passée pour La Poste aux Chevaux entre la Demeure historique et M^{me} Anne de Logivière, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 93 Convention de mécénat n° 2010-023 du 7 décembre 2010 passée pour le château d'Hombourg-Budange entre la Demeure historique et Arthur de Mortemart, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 97 Convention de mécénat n° 2010-029 R du 14 décembre 2010 passée pour le château d'Oricourt entre la Demeure historique et Colette et Jean-Pierre Cornevaux, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

Musées

- Page 101 Arrêté du 2 décembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration.
- Page 101 Décision du 22 décembre 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.

Propriété intellectuelle

- Page 102 Arrêté du 3 septembre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Rudolphe Ackermann).
- Page 102 Arrêté du 3 septembre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Emmanuel Le Devehat).
- Page 102 Arrêté du 5 octobre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Morin).

- Page 103 Arrêté du 23 novembre 2010 portant abrogation de l'arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Allio).
- Page 103 Arrêté du 23 novembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société civile des producteurs de phonogrammes en France, en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Karine Colin).
- Page 103 Arrêté du 23 novembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société pour la perception de la rémunération équitable en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jérôme Bregeard).
- Page 104 Arrêté du 7 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christian Regny).
- Page 104 Arrêté du 7 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jean-Pierre Authier).
- Page 104 Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 22 juin 2009 portant nomination des membres de la commission mentionnée à l'article R. 122-16 du Code de la propriété intellectuelle.
- Page 105 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Berrier).
- Page 105 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Garel).
- Page 105 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Glazer).
- Page 106 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Alain Guicherd).
- Page 106 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Laudat).
- Page 106 Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Petre).
- Page 107 Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Marc Azai).
- Page 107 Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Cyrille Cohen).
- Page 107 Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Duplan).

Page 108	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Guerey).
Page 108	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Hubert Keller).
Page 108	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Marc Larue).
Page 109	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Mousset).
Page 109	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Ojeda).
Page 109	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Bernard-Marie Pedone).
Page 110	Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Viadère).

Mesures d'information

Page 111	Relevé de textes parus au <i>Journal officiel</i>
Page 120	Réponses aux questions écrites (Assemblée nationale et Sénat)
	Divers
Page 122	Liste des élèves ayant obtenu le diplôme, au titre de l'année 2010, de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).
Page 122	Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AG).
Page 131	Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AH).
Page 131	Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AI).
Page 135	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication ;
- M. Guillaume Boudy, secrétaire général ;
- M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, directrice, secrétaire générale adjointe ;

- M. Philippe Bélaval, directeur général des patrimoines ;

- M. Georges-François Hirsch, directeur général de la création artistique ;

- M^{me} Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles ;

- M. Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France ;

- M. Jean Gautier, directeur, adjoint au directeur général des patrimoines ;

- M^{me} Marie-Christine Labourdette, directrice, chargée des musées à la direction générale des patrimoines ;

- M. Nicolas Georges, directeur, chargé du livre et de la lecture à la direction générale des médias et des industries culturelles ;

- M. Jean-Pierre Simon, directeur, chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique ;

- M. Patrick Olivier, chef du service de l'inspection générale des affaires culturelles ;

- M^{me} Muriel Genthon, directrice régionale des affaires culturelles de la DRAC Île-de-France ;

- M. Jean-Philippe Mochon, chef du service des affaires juridiques et internationales ;

- M. Alain Triolle, chef du service des ressources humaines.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire ministériel, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Pierre Hanotaux, directeur de cabinet ;

- M^{me} Claire Lamboley, conseillère chargée des affaires sociales ;

- M. Hervé Lemoine, directeur, chargé des archives à la direction générale des patrimoines ;

- M. Jean-François Baldi, délégué général adjoint à la langue française et aux langues de France ;

- M^{me} Véronique Chatenay-Dolto, directrice régionale des affaires culturelles de la DRAC Nord - Pas-de-Calais ;

- M. Lê Nhat Binh, secrétaire général à l'inspection générale des affaires culturelles ;

- M^{me} Isabelle Maréchal, chef de service, adjointe au directeur général des patrimoines, chargée du patrimoine ;
- M. Christopher Miles, chef de service, adjoint au directeur général de la création artistique ;
- M. Hugues Ghenassia de Ferran, adjoint à la directrice générale des médias et des industries culturelles, chargé du livre et de la lecture ;
- M. Christian Nègre, sous-directeur des politiques de ressources humaines et des relations sociales ;
- M^{me} Bénédicte Lefeuvre, chargée de la sous-direction des affaires financières et générales à la direction générale des patrimoines ;
- M^{me} Patricia Landour, sous-directrice des affaires financières et générales de la direction générale de la création artistique ;
- M. Joseph-Antoine d'Ornano, chef du département des affaires financières et générales à la direction générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Jean-François Chaintreau, chef du service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation ;
- M^{me} Véronique Roblin, chef du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Didier Alaïme ;
- M. Luc Albessard ;
- M^{me} Monique Gontier ;
- M. Franck Guillaumet ;
- M. Vincent Krier ;
- M. Nicolas Monquaut ;
- M^{me} Virginie Soyer.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Isabelle Vierget-Rias ;
- M. Christophe Pomez ;
- M^{me} Michèle Ducret.

* Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M. Jean-François Hersent ;
- M. Dominique Noël.

* Au titre du SNAC-FSU :

- M. Frédéric Maguet.

* Au titre du SNAC-FO :

- M. Roger Martinez.

* Au titre de l'UNSA :

- M. Jean-Luc Sarrola.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Vincent Blouet ;
- M. Sébastien Bonnard ;
- M^{me} Dominique Fournier ;
- M^{me} Yolande Lamarain ;
- M^{me} Valérie Renault ;
- M. Frédéric Sorbier ;
- M. Wladimir Susanj.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M. Kamal Hesni ;
- M^{me} Laurence Picoulet ;
- M^{me} Michèle Palmyre.

* Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M^{me} Sophie Aguirré ;
- M. Tahar Ben Redjeb.

* Au titre du SNAC-FSU :

- M^{me} Baïlla Aïssou.

* Au titre du SNAC-FO :

- M^{me} Cécilia Rapine.

* Au titre de l'UNSA :

- M^{me} Véronique Fabre.

Art. 5. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général.

Le secrétaire général,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M. Guillaume Boudy, en qualité de secrétaire général ;
- M. Philippe Bélaval, en qualité de directeur général des patrimoines ;
- M. Georges-François Hirsch, en qualité de directeur général de la création artistique ;
- M^{me} Laurence Franceschini, en qualité de directrice générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Xavier North, en qualité de délégué général à la langue française et aux langues de France ;
- M. Jean Gautier, en qualité de directeur, adjoint au directeur général des patrimoines ;
- M^{me} Marie-Christine Labourdette, directrice, chargée des musées à la direction générale des patrimoines ;
- M. Nicolas Georges, directeur, chargé du livre et de la lecture à la direction générale des médias et des industries culturelles ;
- M. Patrick Juré, sous-directeur, adjoint au directeur adjoint, chargé des arts plastiques à la direction générale de la création artistique ;
- M. Alain Triolle, chef du service des ressources humaines.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- M^{me} Valérie Vesque-Jeancard, directrice, secrétaire générale adjointe ;
- M. Christopher Miles, chef de service, adjoint au directeur général de la création artistique ;

- M. Christian Nègre, sous-directeur des politiques de ressources humaines et des relations sociales ;

- M. Joseph Antoine d'Ornano, chef du département des affaires financières et générales à la direction générale des médias et des industries culturelles ;

- M. Alain Fernandez-Gautier, chef du département de la stratégie et de la modernisation ;

- M^{me} Anne Fendt, chef du département de l'action territoriale ;

- M^{me} Carole Spada, adjointe au chef de service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation ;

- M^{me} Maryline Guiry, adjointe à la sous-directrice des affaires juridiques ;

- M^{me} Virginie Chapus, secrétaire générale des programmes 224 et 186 ;

- M^{me} Marine Thyss, adjointe au chef du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Luc Albessard ;
- M. Jean Davoigneau ;
- M. Franck Guillaumet ;
- M. Jean-Paul Leonarduzzi ;
- M. Jean-Hugues Piettre.

* Au titre de la CFDT-Culture :

- M. Christophe Sene ;
- M^{me} Françoise Chaudenson.

* Au titre de la FSU :

- M^{me} Odile Schwerer.

* Au titre de SUD-Culture Solidaires :

- M. Jean-François Hersent.

* Au titre de l'UNSA :

- M^{me} Irène Lemarie-Dumesnil.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* Au titre de la CGT-Culture :

- M. Alain Culpin ;
- M^{me} Patricia Davis ;
- M. Mamadou-Soné Dia ;
- M^{me} Florence Scheuer ;
- Non désigné.

- * Au titre de la CFDT-Culture :
 - M^{me} Chantal Devillers-Sigaud ;
 - Non désigné.
- * Au titre de la FSU :
 - M^{me} Patricia Fleury.
- * Au titre de SUD-Culture Solidaires :
 - M^{me} Fabienne Bernard.
- * Au titre de l'UNSA :
 - M^{me} Catherine Le Scanff.

Art. 5. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Arrêté du 11 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire ministériel.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté du 15 septembre 2010 est modifié comme suit :

Les mots « M^{me} Véronique Roblin, chef du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire » sont remplacés par les mots « M^{me} Élodie Ziegler-Perthuisot, directrice adjointe du cabinet ».

Le reste sans changement.

Art. 2. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Arrêté du 4 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 15 septembre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire ministériel,

Arrête :

Art. 1^{er}. - À l'article 4 de l'arrêté du 15 septembre 2010 susvisé, les mots : « M^{me} Michèle Palmyre » sont remplacés par les mots : « M. Jean-Pierre Sastre ».

Le reste est sans changement.

Art. 2. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service des ressources humaines,
Alain Triolle

Décision du 24 novembre 2010 modifiant la décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général.

Le secrétaire général,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général ;

Vu la décision du 4 octobre 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est nommée en qualité de représentante titulaire du personnel, au comité technique paritaire central institué auprès du secrétaire général, au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Véronique Biet, en remplacement de M^{me} Françoise Chaudenson.

Art. 2. - Est nommée en qualité de représentante suppléante du personnel, au comité technique paritaire

central institué auprès du secrétaire général, au titre de la CFDT-Culture :

- M^{me} Françoise Chaudenson.

Art. 3. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère.

Le secrétaire général,
Guillaume Boudy

Arrêté du 3 décembre 2010 portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial d'inspecteur général des affaires culturelles au titre de l'année 2011 (M. Jean-François de Canchy).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 modifié portant statut du corps des inspecteurs généraux des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 9 novembre 2009 fixant pour les années 2009, 2010 et 2011 le taux de promotion dans le corps des inspecteurs généraux des affaires culturelles ;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des inspecteurs généraux des affaires culturelles,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Jean-François de Canchy, inspecteur général des affaires culturelles, est inscrit au tableau d'avancement à l'échelon spécial d'inspecteur général des affaires culturelles au titre de l'année 2011.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service des ressources humaines,
Alain Triolle

Décision n° 2010-1 du 10 décembre 2010 portant nomination du secrétaire général du comité d'histoire.

Le président du comité d'histoire du ministère de la Culture,

Vu l'arrêté du 11 mars 1993 modifié portant création d'un comité d'histoire au ministère de la Culture, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2007 nommant Maryvonne de Saint Pulgent présidente du comité d'histoire du ministère de la Culture,

Décide :

Article unique :

M. Patrick Farçat est nommé secrétaire général du comité d'histoire à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le président du Comité d'histoire,
Maryvonne de Saint Pulgent

ARCHIVES

Arrêté du 6 décembre 2010 portant nomination (régisseur de recettes et d'avances) au service à compétence nationale Archives nationales.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code pénal, notamment son article 432-10 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances, modifié par l'arrêté du 28 janvier 2002 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2008 portant application des articles 19 et 20 du décret n° 2008-277 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2009 portant institution d'une

régie d'avances et d'une régie de recettes auprès du service à compétence nationale Archives nationales,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Claudine Grosse, agent détaché au ministère de la Culture et de la Communication, est nommée régisseur de la régie d'avance et de recettes instituée auprès du service à compétence nationale Archives nationales, en remplacement de M. Philippe Hatrel, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2. - M^{me} Claudine Grosse sera astreinte à constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 3. - Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Art. 4. - Le chef de service des affaires financières et générales du secrétariat général au ministère de la Culture et de la Communication et la directrice du service à compétence nationale Archives nationales sont chargées chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du chef de service des affaires financières :

Le chef du bureau de la qualité comptable,
Philippe Ducluzeau

Circulaire n° 2010/031 (DGP/SIAF/2010/022) du 9 décembre 2010 relative au recensement des tableaux de gestion réalisés en 2009 par les services départementaux d'archives.

Le directeur chargé des Archives de France,
à

Mesdames et messieurs les préfets de région,
Mesdames et messieurs les préfets de département
(à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux d'archives)

NOR : MCCC1032032 C

Références :

- Code du patrimoine, notamment son livre II relatif aux archives ;

- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié relatif à la compétence des services d'archives publics et à

la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, notamment son article 2.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la liste récapitulative des tableaux de gestion rédigés en 2009 par les services départementaux d'archives, au titre du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives publiques.

Cette liste a été réalisée par le bureau de la gestion, de la sélection et de la collecte de la sous-direction de la politique interministérielle et territoriale pour les archives traditionnelles et numériques à partir des informations données dans les 48 rapports annuels

d'activités 2009 transmis au 30 novembre 2010 (*Rapport sur l'activité du directeur d'archives départementales - Contrôle scientifique et technique des archives publiques*). La présentation de cette liste respecte le plan en onze rubriques donné par le rapport. Afin de faciliter la lecture et l'utilisation de cette liste, les rubriques 1, 2, 3 ont été subdivisées par domaine d'activité dont le libellé s'inspire du *Thésaurus pour la description et l'indexation des archives locales anciennes, modernes et contemporaines* (4^e édition, 2009).

Le directeur chargé des Archives de France,
Hervé Lemoine

<i>Intitulé du service concerné par le tableau de gestion</i>	<i>Rédacteur⁽¹⁾</i>
01 - Services du conseil général (CG) et assimilés	
CG – Tous services (55 tableaux)	Bouches-du-Rhône
CG – Tous services de directions centrales et de territoires (2 tableaux)	Isère
CG – Tous services (47 tableaux)	Somme
<i>Administration générale, ressources humaines</i>	
CG – Pôle ressources/direction des systèmes d'information	Alpes-de Haute-Provence
CG – Direction des ressources humaines/service formation	Alpes-Maritimes
CG – Direction de la communication et de l'événementiel/service communication interne	Alpes-Maritimes
CG – Direction des systèmes d'information et logistique	Ardèche
CG – Service des Assemblées	Ardèche
CG – Direction des ressources humaines, comité de gestion des œuvres sociales	Aube
Conseiller général	Bas-Rhin
CG – DGA ressources (4 tableaux)	Drôme
CG – Service administratif de l'Assemblée	Haut-Rhin
CG – Pôle ressources	Hérault
CG – Direction des ressources humaines, service de la formation du personnel	Oise
CG – Direction ressources – secrétariat, administration, finances	Pyrénées-Atlantiques
CG – Direction ressources – juridique et immobilier, marchés publics	Pyrénées-Atlantiques
CG – Cabinet des élus	Var
CG – Direction des ressources humaines (3 tableaux)	Vaucluse
CG – Direction de la communication	Yvelines
<i>Affaires juridiques</i>	
CG – Direction vosgienne de l'assemblée et des affaires juridiques	Vosges

⁽¹⁾ Les départements sont cités par ordre alphabétique strict.

<i>Finances publiques</i>	
CG – Direction des moyens de l’institution/service des affaires juridiques, du patrimoine et des marchés publics (1 tableau sur les marchés publics valable pour tous les services)	Jura
CG – Direction des marchés	Var
<i>Communications, transports</i>	
CG – Direction des routes départementales/groupement du Teil	Ardèche
CG – Direction des routes départementales/services du siège	Ardèche
CG – Département/direction des routes	Drôme
CG – Département/direction des routes/centre technique départemental de Pizançon	Drôme
CG – Département/direction des routes/centre d’exploitation de Saint-Vallier	Drôme
CG – Direction des routes/circonscriptions des infrastructures et du patrimoine (en cours)	Marne
CG – Direction vosgienne des actions communales et des transports	Vosges
<i>Économie, développement local</i>	
CG – Direction du développement – programme Interreg	Pyrénées-Atlantiques
CG – Mission technologies information et communication	Saône- et- Loire
CG – Direction du développement économique et du tourisme	Var
<i>Éducation</i>	
CG – Direction de l’éducation, de la culture et des sports (DECS), pôle gestion des collèges et vie scolaire	Pyrénées-Atlantiques
<i>Équipement, environnement</i>	
CG – Pôle développement durable et territoires/service support territoires	Alpes-de-Haute-Provence
CG – Direction de la construction et du patrimoine/service des études et de la programmation-bâtiments	Alpes-Maritimes
CG – Direction du déploiement des services publics/écogestion des bâtiments	Deux-Sèvres
CG – Service d’assistance technique aux exploitants des stations d’épuration (SATESE)	Haut-Rhin
CG – Direction du développement des territoires, service de l’habitat et de l’aménagement (2 tableaux)	Oise
CG – Direction du développement des territoires, service des maisons du conseil général	Oise
CG – Direction du développement des territoires, service de l’environnement	Oise
CG – Direction du développement des territoires, cellule développement durable	Oise
CG – Direction de l’aménagement, de l’équipement et de l’environnement (DAEE)	Pyrénées-Atlantiques
CG – Direction des routes (3 tableaux)	Var
CG – Direction des bâtiments et de l’architecture	Vaucluse

<i>Affaires sociales et santé</i>	
CG – Direction de la santé et des solidarités/service promotion des équipements pour personnes âgées et adultes handicapés	Alpes-Maritimes
CG – Direction des solidarités durables des territoires/insertion sociale et environnement de la personne	Deux-Sèvres
CG – Direction des solidarités/service de la protection maternelle et infantile	Doubs
CG – Direction des solidarités/sous-direction territoriale Valence	Drôme
CG – Direction personnes âgées, personnes handicapées	Haute-Garonne
CG – Direction générale des solidarités/service insertion	Loir-et-Cher
CG – Direction de la solidarité départementale/espace personnes âgées	Lot
CG – Direction générale adjointe Proximité	Maine-et-Loire
CG – Direction de la politique de l'autonomie/service des personnes âgées et handicapées	Moselle
CG – Direction de la solidarité départementale – cellule technique personnel et bâtiment (1 tableau), maison de la solidarité départementale (1 tableau)	Pyrénées-Atlantiques
CG – Direction des personnes âgées et personnes handicapées	Saône-et-Loire
CG – Territoire d'action sociale de Montceau-les-Mines	Saône-et-Loire
CG – Direction des personnes âgées et handicapées	Var
CG – Direction de la solidarité (4 tableaux)	Var
CG – Direction vosgienne des Interventions sociales : services ASE/PMI (aide sociale à l'enfance/protection maternelle et infantile)	Vosges
CG – Direction de l'autonomie	Yvelines
CG – Direction de l'enfance, de l'adolescence, de la famille et de la santé	Yvelines
CG – Direction des territoires d'action sociale	Yvelines
<i>Culture, jeunesse et sport</i>	
Bibliothèque départementale du Bas-Rhin	Bas-Rhin
CG – Pôle animation, jeunesse, sport, culture, archives, loisirs et tourisme	Hérault
CG – Archives départementales	Var
CG – Direction vosgienne des archives départementales	Vosges
CG – Direction vosgienne du développement culturel	Vosges
<i>Établissements départementaux et autres organismes</i>	
CG – DESC, musée des Arts asiatiques	Alpes-Maritimes
Service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes	Alpes-Maritimes
Institution interdépartementale du bassin de la Sèvre niortaise	Deux-Sèvres
Habitat 25 (office départemental d'habitations à loyer modéré)	Doubs
Département/laboratoire départemental d'analyses	Drôme
Association du personnel de l'administration départementale (ASPAD 68)	Haut-Rhin
Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 68) (14 tableaux)	Haut-Rhin
Maison départementale des personnes handicapées	Lot
Maison départementale des personnes handicapées	Maine-et-Loire

Maison départementale de l'autonomie	Morbihan
Laboratoire départemental d'analyses	Var
Maison départementale des personnes handicapées	Var
Office public départemental Toulon habitat Méditerranée	Var
Musée d'Art ancien et contemporain	Vosges
02 - Services déconcentrés de l'État et assimilés à compétence régionale ou interdépartementale	
<i>Administration générale</i>	
Préfecture de région, secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)	Vienne
<i>Économie</i>	
Direction régionale du commerce extérieur	Vienne
<i>Agriculture</i>	
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (2 tableaux)	Haute-Garonne
Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt	Seine-maritime
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (2 tableaux)	Vienne
<i>Éducation</i>	
Rectorat	Haute-Garonne
CREPS (centre régional d'éducation populaire et de sport)	Haute-Garonne
CREPS de Chalain	Jura
Université de Poitiers, IUT (institut universitaire de technologie)	Vienne
<i>Équipement, environnement</i>	
Direction régionale de l'environnement : - Direction - Service de l'eau et des risques naturels - Service du développement durable, de l'évaluation environnementale et des paysages (SDDEEP) - Service des milieux naturels	Doubs
Direction régionale de l'équipement : - Service transports et sécurité routière - Service habitat	Doubs
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement	Seine-Maritime
Direction régionale de l'environnement	Vienne
<i>Industrie</i>	
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement : - Direction et fonctions supports - Développement industriel - Contrôle technique et énergie (7 tableaux) - Environnement	Doubs
Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : - Service études, prospective, évaluation, statistiques - Service régional de contrôle de la formation professionnelle, relations du travail - Développement de l'emploi - Accompagnement des mutations économiques - Inspection médicale du travail - Fonds social européen	Doubs

Chambre régionale de commerce et d'industrie (3 tableaux)	Seine-Maritime
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement	Vienne
<i>Affaires sociales et santé</i>	
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (11 tableaux)	Bouches- du- Rhône
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (15 tableaux) : - Direction - Ressources humaines, financières et logistiques - Contrôle de gestion - Études et statistiques - Cohésion sociale - Handicap et dépendance - Inspection régionale de santé - Inspection régionale de la pharmacie - Mission régionale et interdépartementale d'inspection, de contrôle et d'évaluation - Protection sociale - Santé publique - Santé et environnement - Offre de soins - Formations et concours, promotion sociale - Cellule régionale organisation et méthode	Doubs
Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Haute-Garonne
Agence régionale de l'hospitalisation (en cours)	Marne
Direction régionale des affaires sanitaires et sociales	Somme
<i>Culture, jeunesse et sport</i>	
Direction régionale des affaires culturelles	Somme
03 - Services déconcentrés de l'État et assimilés à compétence départementale	
Service non précisé (1 tableau)	Isère
Préfecture (13 tableaux)	Lot
Sous-préfectures (2 tableaux)	Lot
Préfecture (5 tableaux)	Lozère
Sous-préfectures (2 tableaux : Brignoles, Draguignan)	Var
<i>Administration</i>	
Préfecture (2 tableaux)	Alpes-de-Haute-Provence
Préfecture, tous services	Bouches-du-Rhône
Direction de la réglementation	Deux-Sèvres
Préfecture – réglementation et libertés publiques	Haute-Garonne
Préfecture – politiques interministérielles	Haute-Garonne
Cabinet du préfet (3 tableaux)	Var
Préfecture, direction des relations publiques, activités réglementées	Var
Préfecture	Yvelines

<i>Police, ordre public</i>	
Office français de l'immigration et l'intégration	Alpes-Maritimes
Direction départementale de la police aux frontières (DDPAF)	Haute-Garonne
<i>Agriculture</i>	
Direction départementale des services vétérinaires	Alpes-Maritimes
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Drôme (2 tableaux)	Drôme
Direction départementale des services vétérinaires	Jura
Service vétérinaire de l'État	Marne
Chambre départementale d'agriculture	Saône-et-Loire
Agriculture et pêche, direction départementale des services vétérinaires Draguignan	Var
Agriculture et équipement/Office national des forêts/agence Vosges ouest (Neufchâteau)	Vosges
<i>Économie</i>	
Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Alpes-de-Haute-Provence
Concurrence, répression des fraudes, unité départementale	Var
Chambre de commerce et d'industrie des Vosges	Vosges
<i>Éducation</i>	
Inspection académique (2 tableaux)	Haute-Garonne
Lycée Maurice Genevoix (Bressuire)	Deux-Sèvres
<i>Équipement, environnement</i>	
Direction départementale de l'équipement/subdivision de Bourg-de-Péage	Drôme
Direction départementale des affaires maritimes (en cours)	Finistère
Préfecture/direction des actions interministérielles et des collectivités locales/bureau de l'environnement et du cadre de vie	Jura
Préfecture/direction des relations publiques/bureau de l'environnement	Var
Préfecture/direction des relations publiques/bureau de l'urbanisme	Var
Établissement public foncier des Yvelines	Yvelines
<i>Justice</i>	
Tribunal des affaires sociales	Alpes-de-Haute-Provence
Tribunal des affaires sociales	Indre-et-Loire
Tribunal de grande instance de Draguignan	Var
Tribunal des affaires de sécurité sociale	Yvelines
<i>Affaires sociales et santé</i>	
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (3 tableaux)	Bouches du Rhône
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales/pôle cohésion sociale	Doubs
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales/commissions médicales	Gers
Direction des services vétérinaires	Gers
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (2 tableaux)	Var
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales	Vosges

<i>Emploi</i>	
Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (2 tableaux)	Haute-Garonne
Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Maine-et-Loire
Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Vaucluse
Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Vosges
<i>Culture, jeunesse et sport</i>	
Direction départementale de la jeunesse et des sports	Lot
Conservation départementale des antiquités et objets d'art	Vosges
Direction départementale de la jeunesse et des sports	Vosges
04 - Établissements publics de santé	
Centre hospitalier universitaire de Toulouse (CHUT), 3 tableaux	Haute-Garonne
Hôpital de Montmirail (en cours)	Marne
Centre hospitalier universitaire de Rouen (CHU)	Seine-Maritime
06 - Organismes de droit privé chargés d'une mission de service public	
Organismes sociaux - Union régionale des caisses d'assurance maladie	Doubs
Mission locale pour l'emploi d'Auch	Gers
Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM)	Haute-Garonne
ESAT Saint-Exupéry (établissement et service d'aide par le travail)	Haute-Garonne
Associations de loi 1901	Lot
Caisse d'allocations familiales	Moselle
Régime social des indépendants de Picardie	Somme
Association départementale d'aide aux personnes âgées et handicapées	Vosges
Caisse primaire d'assurance maladie	Yvelines
Caisse d'allocations familiales	Yvelines
07 - Services du conseil régional et assimilés	
Conseil régional Languedoc-Roussillon (tableau concernant l'apprentissage) ⁽²⁾	Hérault
08 - Services de l'État délocalisés	
09a - Communes < 2000 hab.	
Tableau générique de tri et d'archivage des archives des communes destiné à toutes les communes du département	Ardèche
Commune de Callian	Var
Commune de Mirabeau	Vaucluse
Tableau générique pour toutes les communes	Vosges

⁽²⁾ Le tableau de gestion a été réalisé par l'archiviste de la région Languedoc-Roussillon et validé par la directrice des archives départementales de l'Hérault.

09b - Communes > 2000 hab.	
Cagnes-sur-Mer (2 tableaux), Cannes (1 tableau), Nice (2 tableaux)	Alpes-Maritimes
Commune de Bischheim	Bas-Rhin
Commune de Rochefort	Charente-Maritime
Commune de Blois (3 tableaux)	Loir-et-Cher
Commune de Vendôme	Loir-et-Cher
10 - Établissements publics communaux	
CCASS Antibes (5 tableaux)	Alpes-Maritimes
Crèche de Vence	Alpes-Maritimes
11 - Établissements publics de coopération entre collectivités territoriales	
Centre départemental de gestion	Lot
Syndicat des eaux de Rougemont-le-Château	Territoire-de-Belfort
Communauté de communes des pays de Rhône et Ouvèze (CCPRO)	Vaucluse
Syndicat mixte des eaux Durance-Ventoux	Vaucluse

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0280-N du 10 décembre 2010 portant modification n° 6 à la délégation de signature du 22 mars 2010.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 22 mars 2010 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 29 novembre 2010 nommant M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation à compter du 1^{er} novembre 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 10 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;

- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Claire Vertanessian, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines et de M^{me} Claire Vertanessian, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à

M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} novembre 2010 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° DS IL 2010-15-DG du 21 décembre 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 nommant M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 10 novembre 2010 nommant M. Fabrice Benkimoun directeur général du Centre des monuments nationaux,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Isabelle Lemesle, président du Centre des

monuments nationaux, délégation de signature est donnée à M. Fabrice Benkimoun, directeur général, à l'effet de signer tous actes, décisions ou conventions entrant dans le cadre des compétences du président de l'établissement telles que définies à l'article 12 du décret du 26 avril 1995 susvisé, à l'exception de la convocation du conseil d'administration et de l'acceptation des dons et legs.

Art. 2. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui est publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

Décision n° DS IL 2010-12-Adm du 29 décembre 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 14 décembre 2010 portant nomination de M. Patrick Monod en qualité d'administrateur par intérim du monastère de Saorge à compter du 1^{er} janvier 2011,

Décide :

Art. 1^{er}. - À compter du 1^{er} janvier 2011, délégation de signature est donnée à M. Patrick Monod, en qualité d'administrateur par intérim, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695), à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 23 000 euros HT ;
- les états liquidatifs de décompte de pénalités ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation

dans la limite de 20 % de dérogation aux tarifs en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches et convention de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent relatifs aux déplacements des personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger ;

- les attestations de frais de réception ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

Art. 2. - La présente délégation de signature est accordée pour l'administration du monastère de Saorge.

Art. 3. - La décision n° IL Adm-1-2009-JJB du 13 février 2009 donnant délégation de signature à M. Jean-Jacques Boin est abrogée à compter du 1^{er} janvier 2011.

Art. 4. - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, le directeur administratif juridique et financier et l'agent comptable secondaire sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée

au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

CINÉMATOGRAPHIE

Arrêté du 9 décembre 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2010 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Charlotte Bilger est nommée, pour la durée du mandat restant à courir, membre de la commission de classification des œuvres cinématographiques prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé, en tant que représentant du ministre chargé de l'intérieur, en qualité de membre titulaire, en remplacement de M^{me} Annabelle Philippe.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Arrêté du 29 novembre 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.

Le ministre de la Culture et de la Communication et le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire,

Vu le Code rural, notamment son livre VIII ;

Vu le décret du 14 novembre 1994 relatif à la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2006 relatif à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux est prolongée pour une période de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2010-2011.

Art. 2. - Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture au ministère de la Culture et de la Communication et le directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,

Jean Gautier

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,
de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale de l'enseignement et de la recherche,
Marion Zalay

Arrêté du 29 novembre 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.

Le ministre de la Culture et de la Communication et le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire,

Vu le Code rural, notamment le livre VIII ;

Vu le décret du 25 juin 1992 relatif à la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2006 relatif à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2010 portant prolongation de l'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensée par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'approbation du programme d'enseignement de la formation conduisant au diplôme de paysagiste DPLG dispensé par l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille est prolongée pour une période de deux ans à compter de la rentrée universitaire 2010-2011.

Art. 2. - Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture au ministère de la Culture et de la Communication et le directeur de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,

Jean Gautier

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,
de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire,

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale de l'enseignement et de la recherche,
Marion Zalay

Circulaire n° 2010/030 du 8 décembre 2010 fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial sur critères sociaux aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental pour l'année scolaire 2010/2011.

Le ministre de la Culture et de la Communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles).

NOR : MCCD1032439C

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la circulaire fixant les conditions d'attribution des bourses d'enseignement initial pour l'année scolaire 2010/2011 ainsi que les formulaires à remettre aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental.

La présente circulaire reprend l'ensemble des dispositions de la circulaire n° 2010/007 du 10 mars 2010 du ministre chargé de la culture qui proroge pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental un système spécifique de bourses, indépendant de celui mis en place pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture.

Ce texte fera l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Je vous remercie de me faire parvenir à l'issue de l'application de cette procédure les éléments nécessaires à son suivi : nombre de demandes de bourses, nombre de bourses allouées précisant la répartition par échelon, montant total.

Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Titre I - Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux

Les bourses d'enseignement initial sur critères sociaux octroyées par le ministère de la Culture et de la Communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études dans le cadre d'un cursus spécialisé ou d'orientation professionnelle auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation familiale ou matérielle. Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal, appréciées sur la base d'un barème national.

Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille prise en compte et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 6).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives notamment aux études poursuivies, à l'âge et à la nationalité définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions, à l'attribution d'une aide d'urgence dans les conditions prévues par la présente circulaire.

I - Conditions d'études ouvrant droit à la demande de bourse sur critères sociaux

A - Conditions générales

Peuvent bénéficier d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental inscrits en troisième cycle spécialisé ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial et poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma d'orientation pédagogique propre à chaque discipline. Ces conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique.

B - Conditions de cursus

Pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental :

a) Les élèves musiciens, à l'exception des chanteurs, doivent être inscrits :

- en cycle spécialisé ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial conduisant à la délivrance du diplôme d'études musicales (DEM) et suivre une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la Culture et de la Communication⁽¹⁾ ;

- en cycle d'enseignement professionnel initial de musique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de musique (DNOP) mis en place par les régions Poitou-Charentes et Nord - Pas-de-Calais.

Pour bénéficier d'une bourse, les élèves de ces deux cycles, lorsque l'instrument est la discipline dominante, doivent suivre régulièrement un cours de pratique collective et un cours de culture musicale.

⁽¹⁾ Y compris dans les conservatoires de la ville de Paris qui dispensent la formation conduisant au diplôme d'études musicales délivré par le conservatoire à rayonnement régional de Paris.

- en cycle de perfectionnement et suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs doivent être inscrits exclusivement :

- dans le cursus des études de chant à partir de la seconde année (la 1^{re} année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils doivent suivre une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale). Les candidats doivent indiquer dans le dossier de demande de bourse le cycle dans lequel ils sont inscrits.

c) Les élèves danseurs doivent être inscrits exclusivement :

- en troisième cycle cursus A ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial conduisant à la délivrance du diplôme d'études chorégraphiques (DEC). Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer deux disciplines chorégraphiques dont une principale ;

- en cycle d'enseignement professionnel initial de danse conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de danse mis en place par la région Poitou-Charentes.

d) Les élèves comédiens doivent être inscrits exclusivement :

- en cycle d'orientation professionnelle ou en cycle préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial d'art dramatique conduisant à la délivrance du diplôme d'études théâtrales (DET). La liste des établissements habilités à délivrer le diplôme d'études théâtrales figure en annexe.

- en cycle d'enseignement professionnel initial d'art dramatique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle (DNOP) mis en place par la région Poitou-Charentes.

II - Conditions d'âge

a) Pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs), être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1994 ;

b) Pour les élèves chanteurs (classique, musiques actuelles, musiques traditionnelles) et les élèves des classes de composition électroacoustique, être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1994 ;

c) Pour les élèves danseurs, être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1990 au 31 décembre 1998 ;

d) Pour les élèves comédiens, être né dans la période allant du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1994.

Aucune dérogation à ces dispositions ne sera accordée.

III - Conditions de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés au titre II relatif aux critères sociaux d'attribution et aux taux des bourses.

IV - Conditions de nationalité

Les élèves suivants peuvent percevoir une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux :

a) Élève de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse

Outre les conditions générales, le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen doit, en application des articles 7 et 12 du règlement n° 1612-68 (CEE) du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé un emploi en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non-salarié ;

- justifier que l'un de ses parents ou son tuteur légal a perçu des revenus en France.

La condition de détention de la qualité de travailleur communautaire ou d'enfant de travailleur communautaire n'est pas exigée pour l'élève qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française.

Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour (un an minimum), de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France.

Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'élève justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

L'ensemble de ces dispositions est applicable au ressortissant de la Confédération suisse, en application des articles 3 et 9 de l'annexe 1 de l'accord sur la libre circulation des personnes, signé le 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne et ses États membres.

b) Élève de nationalité étrangère

Outre les conditions générales, l'élève de nationalité étrangère doit remplir l'une des conditions suivantes :

- être en possession d'un certificat de réfugié délivré par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou d'un récépissé de la demande de titre de séjour qui vaut autorisation de séjour portant la mention « reconnu réfugié » délivré par la préfecture ou de la carte de résident en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ;

- être titulaire d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dans ce cas, l'élève doit en outre être domicilié en France depuis au moins deux ans et attester d'un foyer fiscal de rattachement (père, mère ou tuteur légal) en France depuis au moins deux ans.

Cette dernière condition est appréciée au 1^{er} octobre de l'année scolaire pour laquelle la bourse est sollicitée.

- être Andorran de formation française. L'élève étranger dont les parents résident en Andorre peut bénéficier d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux dans les mêmes conditions que l'élève étranger domicilié en France.

V - Catégories exclues du dispositif

Sont exclus du bénéfice d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux :

- les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en activité, en disponibilité, en congé sans traitement ;
- les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté ;

- les personnes inscrites au Pôle emploi comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle ;

- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou en congé individuel de formation ;

- les élèves qui suivent des cours de mise à niveau linguistique dans un État étranger ;

- les élèves originaires de certaines collectivités d'outre-mer pris en charge par le ministère chargé de l'outre-mer conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988 et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989.

VI - Cumul

Le cumul d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux avec une source de revenu, autre que l'aide familiale, est soumis à certaines conditions.

Dès lors que l'obligation d'assiduité aux cours et aux examens est respectée, l'élève peut exercer une activité professionnelle ne relevant pas des cas d'exclusion mentionnées ci-avant. Dans ce cadre, le cumul de la rémunération avec une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux est possible.

Ce cumul est également autorisé lorsque l'élève suit à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans le cursus au titre duquel il a obtenu une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux.

La bourse d'enseignement initial sur critères sociaux est cumulable avec une bourse de mobilité, une bourse « Erasmus » ou une bourse accordée par une collectivité territoriale.

En revanche, elle n'est pas cumulable avec une allocation pour la diversité dans la fonction publique, une bourse sur critères universitaires, une bourse de formation et de recherche, une bourse d'un autre département ministériel⁽²⁾, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

Titre II - Critères sociaux d'attribution et taux des bourses

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux élèves qui remplissent les conditions générales définies au titre I.

Les bourses d'enseignement initial sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des revenus de la famille et du nombre de points de charge. Les points de charge servent à déterminer le taux des bourses fixé chaque année en application d'un barème national.

I - Conditions de ressources**A - Principe**

Les revenus retenus pour le calcul du droit à bourse sont ceux perçus durant l'année n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande de bourse et plus

⁽²⁾ Les élèves lycéens, inscrits en cycle spécialisé et boursiers de l'Éducation nationale reçoivent le complément qui aligne leur rémunération au niveau de la bourse Culture à laquelle leur statut leur donne droit.

précisément, ceux figurant à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie et ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal. Ne sont pas comptabilisés dans le calcul du droit à bourse les salaires versés à l'élève âgé de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition en rémunération d'activités exercées pendant ses études ou exercées durant les congés scolaires dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

B - Dispositions particulières

Lorsque sur la déclaration fiscale, la lettre « T », correspondant à la situation de parent isolé (définie à l'article L. 524-2 du Code de la sécurité sociale) est mentionnée, les revenus du seul parent concerné sont pris en compte. Il en est de même si le parent qui a la charge de l'élève, peut justifier du versement de l'allocation « parent isolé ».

Par ailleurs, dans les situations attestées par une évaluation sociale révélant l'incapacité de l'un des parents à remplir l'obligation telle que définie par le Code civil, une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux pourra être accordée sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

1) Divorce/séparation

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus pris en compte sont ceux du parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire.

En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse.

Dans le cas de l'élève majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'élève ou de celui ou ceux qui lui versent directement une pension alimentaire.

En l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il conviendra

alors d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

2) Remariage

Lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants en cours de scolarité issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces élèves doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

3) Pacte civil de solidarité

Lorsque le pacte civil de solidarité concerne les deux parents de l'élève, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas un des parents de l'élève, le droit à bourse doit être apprécié, selon les cas, en fonction des dispositions du point 2) ci-dessus.

4) Concubinage/union libre

Lorsque le concubinage ou l'union libre concerne les deux parents de l'élève, les revenus des deux parents sont pris en compte.

Si l'un des deux membres du couple n'est pas le parent de l'élève, les dispositions du point 1) ci-dessus s'appliquent.

5) Élève français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger

Pour l'élève français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'élève européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n-2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du père et de la mère ou du tuteur légal portant sur les trois derniers mois de l'année n-2.

Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

6) Élève de nationalité étrangère

Cet élève doit joindre à son dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal l'ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros.

Dans ce cas, ces revenus seront ajoutés au « revenu brut global » figurant sur l'avis fiscal établi en France.

C. - Dispositions dérogatoires1) Relatives à la référence de l'année n-2

Les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus.

Dans ce cas, les revenus effectivement perçus durant l'année considérée sont examinés après prise en compte de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s) mesurée par l'Institut national de la statistique et des études économiques afin de les comparer à ceux de l'année de référence.

Cette disposition s'applique dans les situations suivantes :

- une diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'élève et/ou de son conjoint est prise en compte (point relatif aux revenus ci-après) à la suite d'un mariage ou d'une naissance récents ;
- une diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, à un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

Elle est également applicable à l'élève dont les parents sont en situation de surendettement, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou doivent faire face à des situations exceptionnelles telle une baisse de revenus intervenue à la suite de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

2) Relatives aux revenus

Les seules ressources de l'élève, voire celles du foyer fiscal auquel il est rattaché, peuvent être prises en compte dans les conditions ci-après :

- élève marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999. Le couple, le conjoint ou le partenaire doit disposer de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC permettant ainsi d'assurer leur indépendance financière. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal.

L'élève étranger doit remplir les conditions d'âge et de nationalité à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal).

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, cette aide continue d'être allouée au titre de l'année scolaire en cours, même si, entre temps, ces revenus ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage ;

- élève ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal. L'élève étranger doit remplir les conditions d'âge et de nationalité à l'exclusion du rattachement à un foyer fiscal (père, mère, tuteur légal) ;
- élève, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du Code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations ;
- élève orphelin de ses deux parents : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;
- élève réfugié : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

II - Charges de l'élève et de sa famille

RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :		
Revenu brut global figurant sur l'avis d'imposition 2008 :		
Points de charge à prendre en compte (situation à la rentrée 2010)		
Les charges de l'élève : - Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) ⁽¹⁾ familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire : - de 30 kms* à 249 kms - de 250 kms* et plus * aller simple	1 point 2 points
Les charges de la famille : - Pour chaque enfant à charge : - à l'exclusion du candidat boursier ⁽²⁾ - étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier ⁽³⁾	2 points 4 points
Nombre total de points de charge :		

NB : Dispositions spécifiques relatives à la modification de certains points de charge à la rentrée 2010

⁽¹⁾ Le domicile de l'élève est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

⁽²⁾ Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage attestés par la mairie.

⁽³⁾ L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

Barème des ressources et taux de bourses

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2010/2011, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 6.

Points de charge	Échelon 0	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3	Échelon 4	Échelon 5	Échelon 6
0	32 440	22 060	17 830	15 750	13 710	11 710	7 390
1	36 040	24 510	19 810	17 500	15 230	13 010	8 210
2	39 650	26 960	21 790	19 250	16 760	14 310	9 030
3	43 250	29 410	23 770	21 000	18 280	15 610	9 850
4	46 860	31 860	25 750	22 750	19 800	16 910	10 670
5	50 460	34 320	27 740	24 500	21 330	18 220	11 500
6	54 070	36 770	29 720	26 250	22 850	19 520	12 320
7	57 670	39 220	31 700	28 000	24 370	20 820	13 140
8	61 280	41 670	33 680	29 750	25 900	22 120	13 960
9	64 880	44 120	35 660	31 500	27 420	23 420	14 780
10	68 480	46 570	37 640	33 250	28 940	24 720	15 600
11	72 090	49 020	39 620	35 000	30 470	26 020	16 420
12	75 690	51 470	41 600	36 750	31 990	27 320	17 240
13	79 300	53 920	43 580	38 500	33 510	28 620	18 060
14	82 900	56 380	45 570	40 250	35 040	29 930	18 890
15	86 510	58 830	47 550	42 000	36 560	31 230	19 710
16	90 110	61 280	49 530	43 750	38 080	32 530	20 530
17	93 720	63 730	51 510	45 500	39 610	33 830	21 350

Échelon	Montant annuel en euros
0 (*)	0
1	1011
2	1523
3	1953
4	2380
5	2733
6	2898

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 171 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiant prise en charge par l'URSSAF.

Titre III - Traitement des demandes de bourses

I - Modalités de dépôt des demandes

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou d'art dramatique.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

II - Examen des dossiers

Les dossiers déposés auprès des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental sont examinés par une instance interne à l'établissement comportant les responsables administratifs et pédagogiques et associant les représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales.

À la suite de cet examen, les dossiers sont transmis à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le ..., délai de rigueur (date à compléter par les directions régionales des affaires culturelles), accompagnés de la liste des candidats classés par échelon décroissant et par ordre alphabétique.

En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les décisions de refus d'attribution, de retrait ou réduction d'une bourse d'études sur critères sociaux doivent être obligatoirement motivées et indiquer les voies et délais de recours (recours administratifs et recours contentieux).

Titre IV - Conditions de maintien et de renouvellement

I - Conditions de maintien

Le paiement de la bourse est soumis aux obligations d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Les élèves doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation. Le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement initial sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens sont opérés sous la responsabilité des chefs d'établissement.

Les élèves qui ne remplissent pas les conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens sont tenus au reversement des sommes indûment perçues. Il appartient cependant aux services compétents de demander à l'élève des informations complémentaires avant de lancer la procédure relative à l'émission d'un ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse.

Lorsqu'un élève titulaire d'une bourse doit interrompre ses études au cours de l'année scolaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant l'année considérée.

II - Conditions de renouvellement

La bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

Un élève musicien, chanteur, danseur ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études « cycle spécialisé » ou cycle spécialisé préfigurant le cycle d'enseignement professionnel initial ou cycle d'enseignement professionnel initial.

Un élève comédien ne peut recevoir une bourse que 4 fois au cours de ses études.

Dans le cas d'inscription dans des cycles nommés « cycle de perfectionnement », cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les années de référence.

Titre V - Aide d'urgence

Le préfet de région peut décider d'attribuer, sur recommandation des établissements, et dans la limite de 2 % des crédits alloués aux bourses d'enseignement initial, une aide complémentaire aux élèves qui se trouvent en situation :

- de rupture familiale avec leurs parents, situation qui doit être attestée par une évaluation sociale établie par l'assistante sociale ;
- d'indépendance familiale avérée. Cette situation est appréciée à partir d'un dossier, comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante, complété par les services sociaux ;
- de demeurer seul sur le territoire français et dont les revenus déclarés de la famille résidant à l'étranger ne permettent pas d'apprécier le droit à bourse. Cette situation concerne les étudiants français ou

ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;

- de difficultés particulières non décrites au présent titre.

Les demandeurs doivent cependant remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux.

Le renouvellement d'une aide complémentaire est possible sous réserve que le candidat continue à remplir les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Une demande d'aide peut être déposée au cours de l'année scolaire en cas de changement de situation familiale ou sociale grave. Cette demande exceptionnelle sera traitée par les services de la DRAC sous réserve de crédits disponibles.

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

**Annexe : Liste des établissements assurant
un enseignement conduisant au
diplôme d'études théâtrales**

Le conservatoire à rayonnement régional d'Avignon

Le conservatoire à rayonnement régional de Bordeaux

Le conservatoire à rayonnement régional de Grenoble

Le conservatoire à rayonnement régional de Lille

Le conservatoire à rayonnement régional de Lyon

Le conservatoire à rayonnement régional de Nantes

Le conservatoire à rayonnement régional de Paris

Le conservatoire à rayonnement régional de Rennes

Le conservatoire à rayonnement régional de Rouen

Le conservatoire à rayonnement régional de Tours

Le conservatoire à rayonnement régional de Versailles

Le conservatoire à rayonnement départemental de La Roche-sur-Yon

Le conservatoire à rayonnement départemental du Mans

Le conservatoire à rayonnement départemental de Noisiel-Val-Maubuée

Le conservatoire à rayonnement départemental d'Orléans

Le conservatoire à rayonnement départemental de la vallée de Chevreuse

Le conservatoire à rayonnement départemental de Villeurbanne

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
Direction régionale des affaires culturelles

DEMANDE D'ATTRIBUTION OU RENOUELEMENT DE BOURSES D'ÉTUDES
ANNÉE SCOLAIRE 2010/2011

Pour les élèves des :

- conservatoires à rayonnement régional,
- conservatoires à rayonnement départemental.

Nom du candidat : Prénom :

Nom de jeune fille :

(pour les femmes mariées)

Adresse :

(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)

Téléphone :

n° de sécurité sociale : Nationalité :

né (e) le : à : Département :

(Le cas échéant)

Nom du conjoint : Prénom :

Profession : Date de naissance :

Profession des parents :

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT

Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :

Discipline dominante :

Niveau :

Date de la 1^{re} inscription dans l'établissement :

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le :

Montant des droits d'inscription :

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

* Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire :

Universitaire :

* Dans l'année scolaire 2010/2011 quelles études scolaires ou universitaires suivez-vous ?

.....

* Études de musique, de danse ou de théâtre suivies précédemment :

Année scolaire	Établissement	Niveau	Diplômes

* Interruption des études de musique, de danse ou de théâtre :

☐ NON

☐ OUI, motif :

.....

date de début et de fin de l'interruption :

* Autres renseignements :

PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT**CURSUS SUIVI EN 2010/2011**

Discipline	Nbre d'heures hebdomadaires de cours	Appréciations
Dominante : Nom du professeur :		
Formation musicale ou culture musicale Nom du professeur :		
Pratique collective vocale Nom du professeur :		
Pratique collective instrumentale Nom du professeur :		
Pratique collective chorégraphique Nom du professeur :		
Formation théâtrale Nom du professeur :		
Discipline(s) complémentaire(s) Nom du (des) professeur(s) :		
Total	Heures	
Appréciations du directeur :		
<div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 100px;"> <div>Le,</div> <div>Signature,</div> </div>		

BOURSE(S) OBTENUE(S) DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Année scolaire	Établissement	Montant annuel
2009/2010		
2008/2009		
2007/2008		
2006/2007		
2005/2006		

*** Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide au titre de l'année scolaire 2010/2011 ?
si oui, préciser la provenance et le montant :**

☐ NON

☐ OUI, compléter le tableau :

Compléter	Montant annuel
D'un autre ministère :	
Du département de :	
De la commune de :	
D'une organisation publique ou privée :	
D'un gouvernement étranger :	
D'une bourse au mérite :	
D'un prêt d'honneur :	
D'une aide à la formation :	
D'une bourse sur critères universitaires :	

ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Barème des ressources et taux de bourses

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2010/2011, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 6.

Points de charge	Échelon 0	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3	Échelon 4	Échelon 5	Échelon 6
0	32 440	22 060	17 830	15 750	13 710	11 710	7 390
1	36 040	24 510	19 810	17 500	15 230	13 010	8 210
2	39 650	26 960	21 790	19 250	16 760	14 310	9 030
3	43 250	29 410	23 770	21 000	18 280	15 610	9 850
4	46 860	31 860	25 750	22 750	19 800	16 910	10 670
5	50 460	34 320	27 740	24 500	21 330	18 220	11 500
6	54 070	36 770	29 720	26 250	22 850	19 520	12 320
7	57 670	39 220	31 700	28 000	24 370	20 820	13 140
8	61 280	41 670	33 680	29 750	25 900	22 120	13 960
9	64 880	44 120	35 660	31 500	27 420	23 420	14 780
10	68 480	46 570	37 640	33 250	28 940	24 720	15 600
11	72 090	49 020	39 620	35 000	30 470	26 020	16 420
12	75 690	51 470	41 600	36 750	31 990	27 320	17 240
13	79 300	53 920	43 580	38 500	33 510	28 620	18 060
14	82 900	56 380	45 570	40 250	35 040	29 930	18 890
15	86 510	58 830	47 550	42 000	36 560	31 230	19 710
16	90 110	61 280	49 530	43 750	38 080	32 530	20 530
17	93 720	63 730	51 510	45 500	39 610	33 830	21 350

Échelon	Montant annuel en euros
0 (*)	0
1	1011
2	1523
3	1953
4	2380
5	2733
6	2898

(*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 171 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiant prise en charge par l'URSSAF.

II - Charges de l'élève et de sa famille

RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :		
Revenu brut global figurant sur l'avis d'imposition 2008 :		
Points de charge à prendre en compte (situation à la rentrée 2010)		
Les charges de l'élève : - Candidat boursier dont le domicile (commune de résidence) ⁽¹⁾ familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire : - de 30 kms* à 249 kms - de 250 kms* et plus * aller simple	1 point 2 points
Les charges de la famille : - Pour chaque enfant à charge : - à l'exclusion du candidat boursier ⁽²⁾ - étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier ⁽³⁾	2 points 4 points
Nombre total de points de charge :		

NB : Dispositions spécifiques relatives à la modification de certains points de charge à la rentrée 2010

⁽¹⁾ Le domicile de l'élève est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

⁽²⁾ Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage attestés par la mairie.

⁽³⁾ L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

Coller un RIB original sur cet emplacement

AUTORISATION

Je soussigné(e) :

autorise M. et (ou) M^{me}

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2010/2011, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à le,

*TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIÈCES NON DATÉES OU NON SIGNÉES
NE SERA PAS PRIS EN CONSIDÉRATION*

CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE

PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR

- La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale..).
- La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'élève à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non-imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom).
- Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales, chorégraphiques et théâtrales dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- Certificat de scolarité en musique, danse et théâtre (pour la musique mentionner les disciplines).
- Attestation de non-perception d'une bourse Enseignement supérieur, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- Attestation de non-perception d'une bourse Éducation nationale, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- Dossier dûment rempli.

L'établissement se réserve le droit de demander d'autres pièces pour justifier des situations particulières.

Décision du 10 décembre 2010 portant désignation des représentants du personnel au sein du comité hygiène et sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.

Vu le décret n° 86-397 du 10 mars 1986 érigeant l'École d'architecture de Strasbourg en établissement public national à caractère administratif ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités hygiène et sécurité ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités hygiène et sécurité auprès des CTP du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère de la Culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale au ministère de la Culture ;

Vu le PV du dépouillement des élections du 2 juin 2010 ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 portant réduction du mandat des membres du CTP et du CHS ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations sociales représentatives au sein des CHS des EPCA sous tutelle du MCC ;

Vu les noms communiqués par la CGT en date du 26 novembre 2010,

Le directeur de l'ENSAS décide :

Art. 1^{er}. - Sont désignés en qualité de représentants du personnel au sein du comité hygiène et sécurité de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg :

Titulaires :	Suppléants :
CGT - Simone Dinard	CGT - Franck Storne
CGT - Séverine Gutierrez	CGT - Frédéric Luckel
CGT - Magali Vincent	CGT - Zuzana Jaczova
CFDT - en attente de nomination	En attente de nomination
SUD - en attente de nomination	En attente de nomination

Art. 2. - La durée du mandat des représentants du personnel au sein du CHS de l'ENSAS est de 3 ans à compter de la date de cette décision.

Art. 3. - Philippe Bach est désigné pour exercer la présidence du CHS de l'ENSAS.

Art. 4. - Le directeur de l'ENSAS est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le directeur de l'ENSAS,
Philippe Bach

Arrêté du 13 décembre 2010 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 90-406 du 16 mai 1990 modifié portant statut de l'Institut national du patrimoine, notamment ses articles 9 et 10 ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 2008 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine, notamment son article 2,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Marie Dubloc-Lavandier, directrice du Centre de recherche et de restauration des musées de France, est nommée membre du conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine, au titre de la section « formation des restaurateurs du patrimoine », en remplacement de M^{me} Christiane Naffah.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

MONUMENTS HISTORIQUES

Convention de mécénat n° 2010-017 R du 4 mai 2010 passée pour la chapelle Sainte-Catherine du Logis de Moullins entre la Demeure historique et M. Philippe et M^{me} Kathryn Favre, indivisaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne la chapelle Sainte-Catherine, Logis de Moullins, 72680 Saint-Rémy-du-Val, monument historique inscrit dans sa totalité par arrêté du 9 décembre 1926, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e,

agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- Les propriétaires du monument, M. et M^{me} Philippe Favre, Logis de Moullins, 72680 Saint-Rémy-du-Val.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils le réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par eux-mêmes, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2007, 2008 et 2009 dans le monument ou ses dépendances. Ils précisent qu'à cet égard, les recettes réalisées par Finandir SA et la société civile Mancelle, qui ont leur siège au Logis de Moullins, ne doivent pas être prises en considération, car leur activité n'a aucun rapport avec ce monument. Ils ajoutent qu'aucun dirigeant salarié n'est employé au Logis de Moullins, pour les activités liées à ce monument.

Art. 4. - Les propriétaires s'engagent :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : le réception du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et de la fondation Le Lous ; l'obtention de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande des mécènes une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, les propriétaires s'engagent à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes. Cette disposition n'est pas applicable aux dons versés par la fondation Demeure historique et la fondation Le Lous.

Art. 6. - Les propriétaires s'engagent à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver le monument pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société.

Art. 8. - En cas de succession, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible.

Art. 9. - Les propriétaires s'engagent à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Les propriétaires devront en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaires et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Les propriétaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les propriétaires s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La Demeure historique et la fondation Demeure historique n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom d'au moins l'un des propriétaires. L'un des propriétaires les visera et attestera ainsi de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible, soit 20 000 euros.

Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, les propriétaires ne feront pas figurer dans leurs comptes, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Ils n'y feront figurer que la fraction restant à leur charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Les propriétaires porteront le don de la fondation Demeure historique à la connaissance des visiteurs par l'apposition de la plaque de la fondation et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Elle s'engage également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 16. - La Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus, à l'exclusion de ceux versés par la fondation Demeure historique et la fondation Le Lous.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - Les propriétaires s'engagent, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par les mécènes excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Sans objet.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui du monument), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne. La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et de la fondation Le Lous, soit 20 000 euros.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Philippe Favre et Kathryn Favre

Annexe I : programme de travaux**Phase 1 :**

La première phase des travaux consiste à consolider le bâtiment par des travaux de maçonnerie sur les deux portes et la petite baie moderne avec de nombreux coulis de chaux, à boucher les trous de solives, et à récupérer des pierres de contrefort.

À cela s'ajoute la pose de pierres de récupération sur les parties bûchées des fûts des colonnes recevant les croisées d'ogives. La pose de pierre de récupération sur les jambages intérieurs de la porte des moines et de la porte des convers. La remise à niveau du sol de la chapelle.

Nature des travaux	Montant en euros HT
Échafaudage et pose de pierre en tuffeau	912,10
Porte pignon nord-ouest	1 347,60
Porte d'entrée sur la nef	1 347,60
Porte côté cœur de la chapelle	2 730,50
Travaux sur le sol de la chapelle	2 453,00
Remontée des voussoirs	4 846,28
Travaux sur la chapelle	2 669,80
TOTAL	16 306,88

Phase 2 :

La deuxième phase des travaux consiste en la restauration des réseaux des 3 baies par la fourniture et la sculpture des parties manquantes, la pose de greffe sur les parties existantes endommagées (naissance de l'arc), la pose de greffe sur les jambages de la baie nord-est et la sculpture des moulures et la fourniture de pierres et sculptures des 3 meneaux.

À cela s'ajoute la restauration de la porte des moines par la pose de pierres sur le jambage extérieur droit et la sculpture de la double moulure. La pose de pierres sur le pourtour de la moulure inférieure de l'encadrement pour l'élimination d'une feuillure extérieure et la pose de marches.

Nature des travaux	Montant en euros HT
Réfection des fenestrages côtés sud, nord, et dans l'axe du chœur de la chapelle	23 169,40
Marches du perron	3 814,83
Réfection de la porte des moines	8 420,74
TOTAL	35 404,97

TTC 42 344,35

Phase 3 :

La troisième phase des travaux consiste en la fourniture d'une porte à deux battants pour la porte des convers et d'une porte à battant pour la porte des moines de cœur avec panneaux moulures et ferronneries.

Nature des travaux	Montant en euros HT
Porte à deux battants	4 894
Porte à un battant	5 140
TOTAL	10 034

Récapitulatif :

	Montant en euros HT
Phase 1	15 306,88
Phase 2	35 404,97
Phase 3	10 034,00
TOTAL 3 phases	61 745,85
Honoraires de l'Architecte	7 409,50
Total HT	69 155,35
TVA (19,6 %)	13 554,45
Total TTC	82 709,80

Les propriétaires,
Philippe Favre et Kathryn Favre

Annexe II : plan de financement

Pour chaque phase, le plan de financement est le suivant :

Source financement	Taux %
DRAC	12,8
Conseil général	12,8
Conseil régional	12,8
Aide de la fondation Demeure historique (avec le soutien de la fondation Le Lous)	24,1
Autre mécénat	37,5
TOTAL	100

Les propriétaires,
Philippe Favre et Kathryn Favre

Annexe III

La maîtrise d'œuvre sera réalisée par l'architecte M^{me} Lucyna Gautier.

Les entreprises qui réaliseront les travaux :**Pour les travaux de maçonnerie :**

Entreprise : Didier Deniau - Le gratte Loup - 72700 Pruillé-le-Chetif.

Pour les travaux de sculpture :

Entreprise : Atelier de la pierre/Philippe Giraud - ZI Les Réhardières, 61290 Longny-au-Perche.

Pour les travaux de menuiserie :

Entreprise : Atelier Fosse-Perotte - Le Bourg - 61400 Reveillon.

Les travaux débuteront en mai 2010 et s'achèveront en août 2010.

Les propriétaires,
Philippe Favre et Kathryn Favre

Convention de mécénat n° 2010-20 A du 4 mai 2010 passée pour la ferme de Gy entre la Demeure historique, Jean de Chevron Villette, nu-propriétaire et Jacqueline de Chevron Villette, usufruitière (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne la ferme de Gy, 74210 Giez, monument historique dont l'ensemble des toitures et façades, les bâtiments, pavillons annexes ainsi que les parcs et jardins ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 22 août 1996, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- M. Jean de Chevron Villette, château de Gy, 74210 Giez, nu-propriétaire du monument et M^{me} Jacqueline de Chevron Villette, château de Gy, 74210 Giez, usufruitière du monument (ci-après appelés les propriétaires).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe 1. Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes à mobilité réduite au monument.

Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par les propriétaires ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils le réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Sans objet.

Art. 4. - Les propriétaires s'engagent :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ; le permis de construire ayant déjà été obtenu ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à ouvrir au public, pendant dix

ans après l'achèvement des travaux, la cour de la ferme et la salle d'exposition au rez-de-chaussée.

Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaires et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Pour les autres parties du monument, les propriétaires s'engagent à maintenir le statut d'établissement recevant du public (quelle que soit la catégorie) pendant 10 ans à compter de la fin des travaux.

Les propriétaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Ils s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Les propriétaires s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom des propriétaires. L'un des propriétaires les visera et attestera de la réalité des prestations effectuées conformément aux devis retenus. Ils transmettront ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible, soit 13 000 euros. Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, les propriétaires ne feront figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Ils n'y feront figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Les propriétaires porteront le don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine à la connaissance des visiteurs par l'apposition de la plaque de la fondation et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Ils s'engagent également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, à leurs ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, les propriétaires et leurs ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Les propriétaires s'engagent, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Sans objet.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui des propriétaires), et remise à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et à la Fondation de France. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne. La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine, soit 13 000 euros.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Jean de Chevron Villette et Jacqueline de Chevron Villette

Annexe I : programme de travaux

Sur la base de cet avis, le projet de travaux porte sur la mise en place des moyens permettant à des personnes à mobilités réduites, malgré un lieu à flanc de montagne, de se garer à proximité et de bénéficier d'un cheminement spécifique intégré dans l'univers minéral de la cours et de rejoindre un élévateur donnant accès à l'étage où se situent les salles de réception (cf. procès-verbal relatif à l'accessibilité établi par la sous commission départementale d'accessibilité le 28 janvier 2009).

Nature des travaux	Montant
Cheminement en dalles de pierres d'une largeur de 140 cm	18 620 euros
Pose du cheminement	Assurée par le propriétaire
Élévateur	16 948 euros
Coût total HT	35 568 euros
TVA (5,5 %)	1 957 euros
Montant TTC	73 093 euros

Les propriétaires,
Jean de Chevron Villette et Jacqueline de Chevron Villette

Annexe II : plan de financement

Financement	Montant	%
Subvention DRAC	4 454	10,5 % du total (20 % des dalles)
Fondation Demeure historique	13 000	30,5 %
Financement du propriétaire	25 088	59 %
Montant total financement	42 542	100 %

Les propriétaires,
Jean de Chevron Villette et Jacqueline de Chevron Villette

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

- concernant l'approvisionnement des dalles : Ardoisière des 7 pieds SARL, Les Meuniers, Vallée des Ardoisières, 74110 Morzine ;
- concernant l'achat et la pose de l'élévateur : SARL Altica, 178, route de Cran-Gevrier, 74650 Chavanod.

Échéancier de leur réalisation :

- élévateur en juin 2009,
- dalles en octobre 2009.

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

- élévateur acompte déjà versé, solde en juin 2009,
- dalles : acompte en septembre et solde en octobre 2009.

Les propriétaires,
Jean de Chevron Villette et Jacqueline de Chevron Villette

Convention de mécénat n° 2010-021 R du 3 juin 2010 passée pour le château de Josselin entre la Demeure historique et Josselin de Rohan Chabot, Antoinette de Rohan Chabot, co-usufruitiers et Alain de Rohan Chabot, nu-propriétaire.

La présente convention concerne le château de Josselin, 56120 Josselin, monument historique classé en totalité par décret du 21 août 1928, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- la Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. Josselin de Rohan Chabot, château de Josselin, 56120 Josselin, co-usufruitier du monument ;
- M^{me} Antoinette de Rohan Chabot, château de Josselin, 56120 Josselin, co-usufruitière du monument et
- M. Alain de Rohan Chabot, château de Josselin, 56120 Josselin, nu-propriétaire du monument.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées.

Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par les propriétaires ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par eux-mêmes, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2007,

2008 et 2009 dans le monument ou ses dépendances. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château de Josselin.

Art. 4. - Les propriétaires s'engagent :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Les propriétaires en aviseront chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Les propriétaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Ils s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Les propriétaires s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom des propriétaires et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Les propriétaires les viseront à leur tour et attesteront de la réalité des prestations effectuées. Ils transmettront ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, les propriétaires ne feront figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des propriétaires se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par les propriétaires, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, à leurs ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6, les propriétaires et leurs ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Les propriétaires s'engagent, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par les propriétaires. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, les propriétaires, seuls responsables de ces travaux, devront prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui des propriétaires), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne sur son site Internet.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui

figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Roland de Calonne
Les propriétaires,
Josselin de Rohan, Antoinette de Rohan et Alain de Rohan

Annexe I : programme de travaux

Description des travaux :

Les travaux envisagés portent sur la restauration de la tour isolée.

Coût estimé de chaque poste :

Nature des travaux	Coût en euros
Maçonnerie - pierre de taille	43 806 euros
Menuiserie	10 551 euros
Peinture	12 692 euros
Autres	5 163 euros
Honoraires maîtrise d'œuvre	7 375 euros
Le coordonnateur de sécurité	680 euros
Coût total HT	80 268 euros
Coût total TTC	96 000 euros

Les propriétaires,
Josselin de Rohan, Antoinette de Rohan et Alain de Rohan

Annexe II : plan de financement

Partenaires	Financement	%
DRAC	24 000 euros	25 %
Région	24 000 euros	25 %
Conseil général	24 000 euros	25 %
Total financements publics	72 000 euros	75 %
Mécénat*	24 000 euros	25 %
Total des financements	96 000 euros	100 %

* montant net après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique.

Les propriétaires,
Josselin de Rohan, Antoinette de Rohan et Alain de Rohan

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

- Entreprise Brogard-Gautier : ZI La Rochette, 56120 Josselin
- Entreprise Legros : 103, rue Glatinier, 56120 Josselin
- Entreprise ART : ZA des Quatre voies, BP 18, 22170 Plélo

Échéancier de leur réalisation

Calendrier prévisionnel de leur paiement

Les propriétaires,
Josselin de Rohan, Antoinette de Rohan et Alain de Rohan

Convention de mécénat n° 2010-018 A du 15 juillet 2010 passée pour le jardin du château de Gardères entre la Demeure historique et M. David Liagre, propriétaire et l'association Gardères 1723 (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Gardères, 65320 Gardères, monument historique inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 7 juillet 1997, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. David Liagre, château de Gardères, 65320 Gardères, propriétaire du monument (appelé ci-après le propriétaire) ;
- L'association Gardères 1723, château de Gardères, 65320 Gardères, représentée par Manuel Salamanca, vice-président preneuse du monument dans le cadre d'un bail emphytéotique de 30 ans à compter du 1^{er} janvier 2004 (appelée ci-après Gardères 1723).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I.

Le propriétaire et Gardères 1723 déclarent sous leur responsabilité que ces travaux sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument.

Ils s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire et Gardères 1723 ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils le réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire et Gardères 1723, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Sans objet.

Art. 4. - Le propriétaire et Gardères 1723 s'engagent :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes. Cette disposition n'est pas applicable aux dons versés par la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire et Gardères 1723 (pour lui-même et ses ayants droit) s'engagent à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire et Gardères 1723 s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire et Gardères 1723 (pour lui-même et ses ayants droit) s'engagent à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Ils s'engagent à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le

monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et la fondation Demeure historique n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Elles pourront néanmoins participer, si elles le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment si elles estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et/ou de Gardères 1723 et, le cas échéant, seront visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire ou le représentant de Gardères 1723 les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant des travaux TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Le propriétaire et Gardères 1723 porteront le don de la Fondation demeure historique à la connaissance des visiteurs et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Il s'engage également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation.

Art. 15. - La Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus, à l'exclusion de ceux versés par la fondation Demeure historique.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et à la Fondation de France. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne sur le site. La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye,
Le propriétaire du château de Gardères,
David Liagre
Le vice-président de l'association Gardères 1723,
Manuel Salamanca

Annexe I : programme de travaux

Description des travaux :

Les travaux vise à rendre accessible le jardin non seulement aux personnes atteintes d'un handicap, qu'il soit moteur, intellectuel, auditif ou visuel, mais aussi au public le plus large possible tels que les familles ou les visiteurs étrangers. Aussi, à cet effet, les travaux seront de nature diverse.

En effet, tout d'abord, seront effectués des travaux au niveau de l'entrée dans le but de créer des emplacements de stationnement dans la cour du château et d'adapter le cheminement jusqu'à la grange pour les personnes à mobilité réduite. De plus, le sol sera d'une couleur contrastée pour les personnes malvoyantes.

Par ailleurs, les aménagements au niveau de la grange visent à en faire un espace pédagogique. En effet, un film présentera un documentaire sur la création du jardin et ses lois d'organisation. Ce dernier sera traduit en langue des signes ainsi qu'en langues étrangères.

En outre, les brochures distribuées seront écrites en caractères gras et des exemplaires seront traduits en braille. Concernant le jardin, une maquette tactile sera installée à hauteur de fauteuil et accessible aux aveugles ainsi qu'aux enfants. L'allée menant au jardin sera adaptée aux personnes en fauteuil, aux poussettes et aux personnes âgées.

L'ensemble des aménagements du jardin est pensé pour mettre tous les sens en éveil et ainsi permettre la visite au plus grand nombre de personnes possible. Une aire de pique-nique sera réalisée dans un espace accessible et ludique et une signalétique en braille sera mise en place pour indiquer les diverses sections du jardin.

Enfin, des toilettes adaptés seront construits à la mairie, des propositions de visites spécifiques tenant compte de la diversité des publics seront instaurées de même que des tarifs d'entrée adaptés et les intervenants seront sensibilisés aux différents handicaps et formés à l'accueil de ces personnes.

Le coût TTC des travaux est le suivant :

Domaine d'intervention	Coût en euros TTC
Aménagement handicap : signalétique, vidéo, traduction langue des signes, équipement de la grange	10 216,00
Excavation des bassins	3469,20
Maçonnerie des bassins	15 955,63
Margelles des bassins en marbre d'Arudy	43 056,00
Pose des margelles	1 725,84
Aménagement paysager (plantation, réfection de l'allée...)	35 126,47
Terrassement cour d'honneur	2 000,00
Aménagement annexe : aire de pique-nique, basse-cour...	3 866,94
Total	115 416,08

Le propriétaire,
David Liagre
Le vice-président de l'association,
Manuel Salamanca

Annexe II : plan de financement

Partenaires du projet	Montant en euros/ TTC	Taux (%)
Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)	23 083,22	20 %
Conseil général (sous réserve)	34 624,82	30 %
Conseil régional	0	0 %
TOTAL financements publics	57 708.04	50 %
Fondation Demeure historique	20 000	17,5 %
Mécènes (fonds espérés)	34 624,82	30 %
TOTAL mécénat	54 264,82	47,5 %
Propriétaire	2 885,40	2,5 %
TOTAL cofinancements	115 416,08	100 %

Le propriétaire,
David Liagre
Le vice-président de l'association,
Manuel Salamanca

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux (à compléter) :

- Lycée de l'horticulture et du paysage ADRIANA, 59, route de Pau, 65000 Tarbes ;
- Handiloisirs, Route de Capverne, 65130 Molère.

Échéancier de leur réalisation :

De fin 2010 à début 2014.

Calendrier prévisionnel de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement).

Le propriétaire,
David Liagre
Le vice-président de l'association,
Manuel Salamanca

Convention de mécénat n° 2010-019 R du 15 juillet 2010 passée pour le château d'Arginy entre la Demeure historique et Gabriel Guary, nu-propiétaire et Christian Guary, usufruitier (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Arginy, 69220 Charentay (Rhône-Alpes), les façades et toitures du château et des communs ainsi que les douves ont été inscrites au titre des monuments historiques par un arrêté du 1^{er} juillet 1974.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. Gabriel Guary, 14, rue de Montpensier, 75001 Paris, nu-propiétaire du monument et M. Christian Guary, 16, rue de Montpensier, 75001 Paris, usufruitier (appelés ci-après les propriétaires).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites.

Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par les propriétaires ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils les réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Les propriétaires déclarent, sous leur responsabilité, qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par eux-mêmes, ni par d'autres personnes

physiques ou morales, durant les années civiles 2007, 2008 et 2009 dans le monument ou ses dépendances. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château d'Arginy.

Art. 4. - Les propriétaires s'engagent :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention du financement de la fondation Le Lous associée à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine (ci-après, la fondation) ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ; en sachant que certaines parties du programme de travaux pourront être sacrifiées sans préjudice en l'absence de dons postérieurs espérés ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet du soutien de la fondation. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Les propriétaires en aviseront chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des

familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaires et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Les propriétaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Ils s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Les propriétaires s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine associée à la fondation Le Lous n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Elles pourront néanmoins participer, si elles le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment si elles estiment que les travaux ne sont pas conformes au

programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom des propriétaires et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Les propriétaires les viseront à leur tour et attesteront de la réalité des prestations effectuées. Ils transmettront ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, les propriétaires ne feront figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans leur déclaration d'impôt sur le revenu. Ils n'y feront figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Les propriétaires porteront le don de la fondation Le Lous associée à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine à la connaissance des visiteurs et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Il s'engage également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ou de la fondation Le Lous.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, à leurs ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera

proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, les propriétaires et leurs ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Les propriétaires s'engagent, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par les mécènes excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Sans objet.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui des propriétaires), et remise à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine, à la fondation Le Lous, à la Fondation de France et aux mécènes pressentis. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Le Lous associée à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Gabriel Guary et Christian Guary

Annexe I : programme de travaux

Un diagnostic sanitaire a été réalisé en septembre 2009 préconisant notamment une reprise de la couverture du corps de logis, des mesures conservatoires pour les petites tours et un déboisement complet des douves.

Aussi, des travaux sont envisagés sur plusieurs parties du monument, à savoir la restauration et la consolidation du mur de soutènement entrée est du château, servant de fortification. Les restaurations et consolidations du mur façade sud et retour ouest des communs. La reprise des toitures sur une tour : dépose du chapeau en zinc, pose de tuiles plates à bout arrondi, suivi de l'ensemble de celles-ci à la nacelle ; ce qui donne lieu à plusieurs postes de travaux :

Poste A : Restauration du mur de soutènement du pont-levis dans la cour intérieure, partie nécessaire à la conservation des parties inscrites

Descriptif des travaux :

- Curage des gravats dans les douves au pied du mur,
- Installation d'une plateforme de travail,
- Démolition par petites parties, tris de quelques pierres, déblaiement des excédents,
- Reconstruction du parement en maçonnerie de pierres fournies, hourdées au mortier de chaux,
- Nettoyage de la tête du mur et coulage d'une arase de protection.

9 980 euros TTC

Poste B : Reprise du linteau de l'entrée de la grande tour sans toit, partie inscrite

Descriptif des travaux :

- Étréaillonnage de l'ouverture, étaieage de l'arrière couverte,
- Démolition du linteau avec précaution,
- Fourniture et pose d'un linteau en chêne, garnissage en maçonnerie de briques au-dessus, serrage contre l'ancienne maçonnerie,
- Dépose de deux pierres de jambage, fourniture et pose de deux grands lanciais pour verrouiller la fissure verticale et reprise de maçonnerie,
- Dégarnissage des joints verticaux, injection d'un coulis de chaux et reprise des joints.

1 940 euros TTC

Poste C : Restauration sur appentis accolé au château, corps de logis, partie inscrite**Descriptif des travaux :**

- Installation d'un échafaudage,
- Reprise d'une grosse fissure structurelle sur la hauteur comprenant creusement des joints, démolition de petites parties de maçonnerie défectueuses, mise en place de quatre grosses pierres pour verrouiller la fissure, reprise de maçonnerie, injection d'un coulis de chaux et réfection des joints,
- Confortement de la maçonnerie vers le jambage droit, reprise de la fissure structurelle moins importante,
- Étraiçonnage à l'intérieur de la niche, démolition de la maçonnerie défectueuse avec précaution et par petites parties,
- Réfection de la maçonnerie à double parement.

4 530 euros TTC**Poste E : Restauration du mur de ferme fortement dégradé au niveau de l'étable, partie inscrite****Descriptif des travaux :**

- Installation d'une plateforme de travail sur toute la longueur du bâtiment,
- Démolition complémentaires et partielles de maçonnerie de pierres fortement dégradées à l'avancement sur une surface approximative à reconstruire,
- Reprise en maçonnerie de pierres hourdées au mortier de chaux, compris fourniture, garnissage, serrage contre la maçonnerie existante,
- Reprise ponctuelle de maçonnerie de pierres à la base du mur et réfection des joints complètement lessivés sur une hauteur approximative de cinquante centimètres,
- Démolition d'une partie de mur menaçant d'effondrement entre la tour et le corps de logis.

14 745 euros TTC**Poste F : Rénovation de la toiture de la tour de la ferme, partie inscrite****Descriptif des travaux :**

- Mise en place de garde-corps avec platelage accroché à la tour,
- Reprise du haut de la tour, dépose du chapeau zinc existant, reprise de bois à la demande, pose de tuiles plates bout arrondi,

- Resuivi de l'ensemble,
- Dépose du zinc en arrondi au pourtour à la rencontre des toitures,
- Fourniture et pose de zinc façonné en arrondi y compris fonçure en volige.

8 285 euros TTC**Coût total des travaux TTC : 39 480 euros**

Les propriétaires,
Gabriel Guary et Christian Guary

Annexe II : plan de financement

Le poste A est financé par l'aide à projet de la fondation Demeure historique : 10 000 euros

Les postes B à F sont financés, quant à eux, par le propriétaire et les subventions publiques, dont 5 000 euros par la direction des affaires culturelles (DRAC).

Les propriétaires,
Gabriel Guary et Christian Guary

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Poste A : Entreprise de maçonnerie Guillin, Le Bourg, 69430 Lantignié

Poste B : Entreprise de maçonnerie Guillin, Le Bourg, 69430 Lantignié

Poste C : Entreprise de maçonnerie Guillin, Le Bourg, 69430 Lantignié

Poste E : Entreprise de maçonnerie Guillin, Le Bourg, 69430 Lantignié

Poste F : Chopin Jean-Paul SAS, Le Fond de Vaux, 69460 Le Perréon

Echéancier de leur réalisation (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement).

Calendrier prévisionnel de leur paiement (même remarque).

Les propriétaires,
Gabriel Guary et Christian Guary

Convention de mécénat n° 2010-022 R du 27 septembre 2010 passée pour le logis de la Constantinière entre la Demeure historique et Roger et Ghislaine Couffin, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le logis de la Constantinière, 49610 Soulaines-sur-Aubance, monument historique inscrit en totalité pour ses bâtiments et la cour intérieure par arrêté du 28 décembre 1994, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. et M^{me} Roger et Ghislaine Couffin, La Constantinière, 49610 Soulaines-sur-Aubance, propriétaires du monument (appelés ci-après les propriétaires).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Les propriétaires déclarent, conformément au courrier du directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire du 4 mai 2010, que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites.

Les propriétaires s'engagent à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par les propriétaires ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Les propriétaires déclarent sous leur responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par eux-mêmes, ni par d'autres personnes

physiques ou morales présentes sur le site, durant les années civiles 2007 à 2009 dans le monument ou ses dépendances. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant ni de directeur salarié à la Constantinière.

Art. 4. - Les propriétaires s'engagent :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement pour chaque tranche de travaux par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, les propriétaires s'engagent à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Les propriétaires en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes

handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaires et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Les propriétaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Les propriétaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Ils s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Les propriétaires s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom des propriétaires et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. L'un des propriétaires les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, les propriétaires ne feront figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Ils n'y feront figurer que la fraction restant à leur charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des propriétaires se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par les propriétaires, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, les propriétaires devront rembourser à la Demeure

historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, les propriétaires et leurs ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Les propriétaires s'engagent, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par les propriétaires. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, les propriétaires, seuls responsables de ces travaux, devront prendre à leur charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui des propriétaires), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Roger Couffin et Ghislaine Couffin

Annexe I : programme de travaux de restauration des jardins de la Constantinère

Phase I-1 : Restauration du grand vivier de pêche

1. Installations de chantier

a. Installations de chantier, amené des matériels, approvisionnements.

2. Terrassements, travaux préparatoires

a. Terrassement du vivier, compris évacuation (environ 530 m²/850 m³).

b. Réfection et modelage des terrains en périphérie en raccordement.

c. Fond de forme en grave de 5 à 10 cm avec mise à niveau du fond.

3. Structure du vivier en béton armé préfabriqué

a. Éléments préfabriqués 5ml x 0,60 x 1,50 m pour un linéaire total de 140 ml.

b. Pose de la structure BA, compris raccord, calage et assemblage.

c. Sujétions pour passage de canalisation, bondes, alimentations...

4. Traitement du fond du vivier

a. Réalisation d'un hérisson en cailloux de schiste ou silex, compris damage, nivellement, etc...

b. Réalisation d'un fond de pose en sable ou en terre glaise pour nivellement avant pose de l'étanchéité.

c. Sujétions pour passage de canalisation, bondes, alimentations...

5. Étanchéité générale polyester, drain périphériques

a. Fourniture et pose d'une bâche polyester étanche soudées aux raccord, sur toute la surface y compris remontées devant les voiles et sous les margelles.

b. Feutre d'interposition aux deux faces de la bâche

6. Parements intérieurs du vivier en schiste

a. Fourniture et pose de petits moellons de schiste de 10 à 15 cm de large devant les voiles périphériques pour former parement intérieur du vivier, jointoiment à la chaux hydraulique.

7. Fond de vivier en dalles préfabriquées gravillonnées ou pavés auto-bloquants

a. Fourniture et pose de dalle en béton gravillonnée ou de pavés autobloquants (modèles du commerce à choisir et à poser selon calepin).

8. Margelle périphérique en dalle de schiste

a. Fourniture et pose de dalles de schiste de 5 cm d'épaisseur et de 60 cm de large pour former margelle en périphérique du vivier, jointoiment à la chaux hydraulique.

9. Mise en place d'un système de traitement de l'eau du vivier

a. Local technique hors sols intégré en arrière des haies dans le jardin.
b. Fourniture et équipements du local technique et du système de traitement.
c. Canalisations, buses, avaloirs, alimentation, et toutes sujétions.

10. Travaux divers, finitions, aléas

a. Fourniture et pose d'un drain périphérique autour du vivier.
b. Fourniture et pose d'évents pour éliminer le gaz naturel sous l'étanchéité.
c. Remblai en grave drainante en périphérie.
d. Remise à niveau des terrains et mise en place de terre végétale pour former plate-bande engazonnée.
e. Réalisation des ouvrages d'exutoire et de vidange du vivier.
f. Provision pour travaux annexes divers, aléas de chantier et imprévus.

Phase I-2 : Ouvrages d'encadrement et de mise en valeur du vivier**1. à 3. Plantation de tilleuls d'alignement et de l'exèdre encadrant le vivier, large allée sablée périphérique bordée d'un alignement de tilleuls taillés en rideaux, refermant le site en amphithéâtre**

a. Réalisation des fondations, structures et parements en schiste du muret de soutènement de l'exèdre végétale.
b. Terrassement et réalisation des allées sablées périphériques (environ 1 350 m²).
c. Réalisation des fosses de plantation pour les tilleuls (tous les 4 m environ).

d. Fourniture de grands sujets de tilleuls (environ 45 sujets formés en tiges de force 12/15).

e. Plantation en place des arbres, compris apport de terre végétale, tuteurage et protections.

4. Éclairage de mise en valeur du vivier et de ses ouvrages d'encadrement

a. Éclairage du vivier et éclairage de l'allée de tilleul et de son exèdre.

Phase II : Réalisation des treillages en berceaux et portillons des bosquets sud**1. Portillons et arceaux au droit des accès aux terrasses**

Portillons d'accès aux jardins avec arceaux en treillage de support des charmilles et des plantes grimpantes :

a. Portillon, arceau et treillages de l'accès au jardin de la chapelle (1U).
b. Portillon, arceau et treillages de l'accès au parterre de l'orangerie (1U).
c. Portillons, arceaux et treillages de l'accès au drapeau anglais (2U).
d. Portillon, arceau et treillages de l'accès à la terrasse du vivier (1U).

2. Treillages en berceau des allées des bosquets

Treillages en berceaux des allées intérieures des bosquets avec leurs structures métalliques, pour former support des voûtes végétales et des plantes grimpantes :

a. Galerie de treillage en berceau du bosquet du drapeau anglais.
b. Galerie de treillage en berceau du bosquet des rosiers et des camélias.
c. Galerie de treillage en berceau du bosquet du tilleul.

3. Travaux divers de structure

Travaux divers de reprise de seuils, emmarchements et dallages en pierre au droit des portillons.

Divers panneaux de treillages et d'échalas pour supports de plantes grimpantes et de vignes.

Phase III : Restauration des sols et pavages des deux cours nord**1. Restauration des revêtements de sols de la cour de service et de la basse cour**

a. et b. Installations de chantier, terrassements et travaux préparatoires.
c. Mise en place d'un revêtement stabilisé sablé.
d. Travaux divers de finitions, raccordements aux ouvrages, aléas...

2. Restauration des revers pavés en pied des bâtiments nord en périphérie des deux cours

- a. et b. Installations de chantier, terrassements et travaux préparatoires.
- c. Structure de fond de forme en grave et mortier.
- d. Fourniture de pavés de grès de teinte identique aux existants.
- e. et f. Pose de pavés en revers des bâtiments, compris forme de pentes formant caniveaux vers les avaloirs.
- g. Travaux divers de finitions, raccordements aux ouvrages, aléas...
- h. Fourniture de pierre calcaire pour avaloirs.
- i. Débit et taille des avaloirs, compris percements.
- j. Pose en place en pied des pentes mises en œuvres au droit des regards de collecte.

Phase IV : Habillage en pierre du soutènement de la terrasse arrière du logis au-devant grand parterre est

3. Habillage en pierre et couronnement du mur de soutènement de la terrasse arrière du logis au devant du grand parterre est

- a. Installations de chantier, terrassements et travaux préparatoires.

- b. Fourniture de moellons de schiste de la région de 0,30 profondeur et 4 à 5 cm épaisseur.
- c. Pose de moellons de schiste au mortier de chaux.
- d. Jointoiement en retrait à joints rappuyés et coupés.
- e. Travaux divers de retour d'angle, retour sur emmarchement.
- f. Brossage et lavage du parement en finition.
- g. Fourniture de dalles de pierre calcaire pour former couronnement.
- h. Pose de dalle de pierre, compris taille et scellement au mortier.
- i. Jointoiement à fleur entre les dalles.
- j. Travaux divers, taille de retour d'angle...
- k. Brossage et lavage du parement et finitions.

Travaux divers

Installations de chantier, mises en décharge des gravois...

Rejointoiement en recherche sur soubassement en pied des bâtiments au droit des reprises de sols.

Récapitulatif estimatif des travaux

Phase	Travaux	Montant HT	Montant TTC
I - 1	Restauration du grand vivier XVII ^e	301 000 euros	359 996 euros
I - 2	Ouvrages d'encadrement et de mise en valeur du vivier XVII ^e	87 300 euros	104 410 euros
II	Treillages et portillons des bosquets	49 700 euros	52 434 euros
III	Sols et pavages des cours nord	74 384 euros	78 475 euros
IV	Mur de soutènement du parterre est	33 616 euros	35 465 euros
TOTAL TRAVAUX		546 000 euros	630 780 euros
Maîtrise d'œuvre ACMH (6,5 %)		35 500 euros	42 548 euros
Prestation annexe (bureau d'études...)		5 654 euros	6 672 euros
TOTAL		587 154 euros	680 000 euros

Les propriétaires
Roger Couffin et Ghislaine Couffin

Annexe II : plan de financement

	Pourcentage	Montant
Subvention DRAC	10,30 %	70 000 euros
Subvention conseil régional	7,35 %	50 000 euros
Mécénat	82,35 %	560 000 euros*
TOTAL	100,00 %	680 000 euros

* après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique.

Les propriétaires
Roger Couffin et Ghislaine Couffin

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux. :**

Bonnell SA, RD 840, BP 120, 27110 Le Neubourg

Tricotel, 16 bis, avenue Paul-Langevin, 95220 Herblay

Échéancier de leur réalisation :

2010-2011

Calendrier prévisionnel de leur paiement

Les propriétaires
Roger Couffin et Ghislaine Couffin

Convention de mécénat n° 2010-024 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy et en particulier le dôme du château (ci-après le monument), classé en totalité par arrêtés des 22 novembre 1929 et 4 avril 1939.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- La société civile immobilière Valterre, propriétaire du monument, dont le siège se trouve à Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Patrice de Vogüé, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy ;

- Les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

. M. de Vogüé Patrice, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 788 parts ;

. M^{me} Colonna épouse de Vogüé Cristina, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 1 part ;

. M. de Vogüé Alexandre, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Jean-Charles, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Ascanio, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts.

Soit 1005 parts.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou qu'ils portent sur des objets mobiliers classés, attachés à perpétuelle demeure au sens de la réglementation.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare que les sociétés SEG SA, et SERV SARL et elle-même, considérés ensemble, n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets dans le monument globalement, sur la période 2007-2009. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à Vaux-le-Vicomte qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte. La SCI déclare également que les porteurs de parts de la SCI ne perçoivent pas de rémunérations qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 80 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à la Demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété, à son échange, à la cession de droits indivis. Il fait également obstacle aux opérations de même nature qui porteraient sur des parts de la société civile (sauf pour cause de transmission à titre gratuit).

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible,

au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 12. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - La Demeure historique versera les fonds de mécénat à la société civile sur présentation des factures visées par l'architecte et sous réserve de leur acquittement préalable par ladite société.

En conséquence, la société civile fera figurer dans ses comptes, au titre des dépenses, les factures de travaux et au titre des recettes les fonds du mécénat.

Art. 14. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera

toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et, le cas échéant, sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé
Les associés,

Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé, Jean-Charles de Vogüé
et Ascanio de Vogüé

Annexe I : programme de travaux**Restauration de la couverture du dôme du château :**

Lot 1 Couverture	761 000,00 euros
Lot 2 Charpente	75 000,00 euros
Lot 3 Maçonnerie - pierre de taille	43 000,00 euros
Total travaux	879 000,00 euros
Honoraires architecte en chef	66 100,80 euros
Honoraires vérificateur des MH	10 196,40 euros
SPS chantier niveau 2	5 000,00 euros
Imprévus et aléas	44 000,00 euros
Hausses	50 900, 00 euros
Coût Total HT (arrondis de 0,20 euros)	1 055 197,00 euros

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe II : plan de financement

Aide espérée des mécènes (moins retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique)	40 %	422 078,80 euros
Subventions publiques accordées ou espérées :		
- Conseil général	10 %	105 519,70 euros
- DRAC	40 %	422 078,80 euros
Solde à la charge de la société civile	10 %	105 519,70 euros
TOTAL	100 %	1 055 197,00 euros

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Le lot 1 est affecté à UTB, siège social : 159, avenue Jean-Lolive, 93695 Pantin Cedex.

Le lot 2 aux Charpentiers de Paris, 46, rue des Meuniers, 92225 Bagneux Cedex.

Le lot 3 à l'entreprise Léon Noël.

Échéancier de leur réalisation**Calendrier de leur paiement :**

Échéancier	Montant HT mensuel	%
Mois 1	52 759,85 euros	5,00 %
Mois 2	211 039,40 euros	20,00 %
Mois 3	211 039,40 euros	20,00 %
Mois 4	105 519,70 euros	10,00 %
Mois 5	105 519,70 euros	10,00 %
Mois 6	105 519,70 euros	10,00 %
Mois 7	105 519,70 euros	10,00 %
Mois 8	105 519,70 euros	10,00 %
Mois 9	52 759,85 euros	5,00 %
Budget total HT	1 055 197,00 euros	100 %

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Convention de mécénat n° 2010-025 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy et en particulier les statues du Sanglier, du Chien (1) et du Chien (2) du château (ci-après le monument), monument historique classé en totalité par arrêtés des 22 novembre 1929 et 4 avril 1939.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- La société civile immobilière Valterre, propriétaire du monument, dont le siège se trouve à Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Patrice de Vogüé, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy ;
- Les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

. M. de Vogüé Patrice, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 788 parts ;

. M^{me} Colonna épouse de Vogüé Cristina, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 1 part ;

. M. de Vogüé Alexandre, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Jean-Charles, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Ascanio, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts.

Soit 1005 parts.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou qu'ils portent sur des objets mobiliers classés, attachés à perpétuelle demeure au sens de la réglementation.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare que les sociétés SEG SA, et SERV SARL et elle-même, considérées ensemble, n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets dans le monument globalement, sur la période 2007-2009. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à Vaux-le-Vicomte qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte. La SCI déclare également que les porteurs de parts de la SCI ne perçoivent pas de rémunérations qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le

mécénat d'au moins 80 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à la Demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété, à son échange, à la cession de droits indivis. Il fait également obstacle aux opérations de même nature qui porteraient sur des parts de la société civile (sauf pour cause de transmission à titre gratuit).

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au prorata du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les

parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 12. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment

s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - La Demeure historique versera les fonds de mécénat à la société civile sur présentation des factures visées par l'architecte et sous réserve de leur acquittement préalable par ladite société.

En conséquence, la société civile fera figurer dans ses comptes, au titre des dépenses, les factures de travaux et au titre des recettes les fonds du mécénat.

Art. 14. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et, le cas échéant, sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé
Les associés,

Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé, Jean-Charles de Vogüé
et Ascanio de Vogüé

Annexe I : programme de travaux

Sanglier :

Première phase :

- ouverture de la caisse,
- traitement lichenicide,
- dégagement par micro-sablage,
- purge des ragréages ciment.

Sous total première phase HT : 2 707,56 euros

Deuxième phase - restauration :

- consolidation,
- injection des fissures,
- stucage.

Sous total deuxième phase HT : 1 253,50 euros

Collage, goujonnage compris renfort inox :

6 287,12 euros

Ragréage en complément, harmonisation :

4 512,60 euros

Hydrofugation, emballage :

676,89 euros

TOTAL HT -

15 437,67 euros

Chien 1 :

Première phase :

- ouverture de la caisse,
- traitement lichenicide,
- dégagement par micro-sablage,
- purge des ragréages ciment.

Sous total première phase HT : 1 579,41 euros

Deuxième phase - restauration :

- consolidation,
- injection des fissures,
- stucage.

Sous total deuxième phase HT : 752,10 euros

Collage, goujonnage compris renfort inox :

1 353,78 euros

Ragréage en complément, harmonisation :

2 933,19 euros

Hydrofugation, emballage :

676,89 euros

TOTAL HT -

7 295,37 euros

Chien 2 :**Première phase :**

- ouverture de la caisse,
- traitement lichenicide,
- dégagement par micro-sablage,
- purge des ragréages ciment.

Sous total première phase HT : 1 805,04 euros

Deuxième phase - restauration :

- consolidation,
- injection des fissures,
- stucage.

Sous total deuxième phase HT : 501,40 euros

Collage, goujonnage compris renfort inox : 5 384,60 euros

Ragréage en complément, harmonisation : 5 640,75 euros

Hydrofugation, emballage : 676,89 euros

TOTAL HT - 14 008,68 euros

TOTAL HT

Sanglier + Chien 1 + Chien 2 **36 741,72 euros**

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe II : plan de financement**Sanglier :**

Aide espérée des mécènes (après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique)	40 %	6 175 euros
Subventions publiques accordées ou espérées :		
- Conseil général	10 %	1 543,76 euros
- DRAC	40 %	6 175 euros
Solde à la charge de la société civile	10 %	1 543,76 euros

Chien 1 :

Aide espérée des mécènes (après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique)	40 %	2 918, 15 euros
Subventions publiques accordées ou espérées :		
- Conseil général	10 %	729, 54 euros
- DRAC	40 %	2 918, 15 euros
Solde à la charge de la société civile	10 %	729, 54 euros

Chien 2 :

Aide espérée des mécènes (après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique)	40 %	5 603,47 euros
Subventions publiques accordées ou espérées :		
- Conseil général	10 %	1 400,86 euros
- DRAC	40 %	5 603,47 euros
Solde à la charge de la société civile	10 %	1 400,86 euros

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Atelier Jean-Loup Bouvier
9, rue du Ponant
30133 Les Angles

Échéancier de leur réalisation :

Réalisation prévue en 2010-2011.

Calendrier de leur paiement

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Convention de mécénat n° 2010-026 R du 6 octobre 2010 passée pour le château de Vaux-le-Vicomte entre la Demeure historique et la société civile immobilière Valterre (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (ci-après le monument), classé en totalité par arrêtés des 22 novembre 1929 et 4 avril 1939.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V°, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- La société civile immobilière Valterre, propriétaire du monument, dont le siège se trouve à Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Patrice de Vogüé, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy ;

- Les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

. M. de Vogüé Patrice, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 788 parts ;

. M^{me} Colonna épouse de Vogüé Cristina, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 1 part ;

. M. de Vogüé Alexandre, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Jean-Charles, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts ;

. M. de Vogüé Ascanio, Vaux-le-Vicomte, 77950 Maincy, 72 parts.

Soit 1005 parts.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou qu'ils portent sur des objets mobiliers classés, attachés à perpétuelle demeure au sens de la réglementation.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare que les sociétés SEG SA, et SERV SARL et elle-même, considérées ensemble, n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets dans le monument globalement, sur la période 2007-2009. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à Vaux-le-Vicomte qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte. La SCI déclare également que les porteurs de parts de la SCI ne perçoivent pas de rémunérations qui puissent remettre en cause la gestion désintéressée de Vaux-le-Vicomte.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 80 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à la Demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété, à son échange, à la cession de droits indivis. Il fait également obstacle aux opérations de même nature qui porteraient sur des parts de la société civile (sauf pour cause de transmission à titre gratuit).

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible,

au *prorata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 12. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent,

en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le gérant de la société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile étant assujettie à la TVA, la Demeure historique règlera le montant HT et lui laissera le soin de régler la TVA.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et, le cas échéant, sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé
Les associés,

Cristina de Vogüé, Alexandre de Vogüé, Jean-Charles de Vogüé
et Ascanio de Vogüé

Annexe I : programme de travaux

Pompes à chaleur sur captage douves - Remplacement des 3 calorifères à fuel existants :

Dépose des installations existantes dans les locaux techniques sous-sol	8 487,00 euros
Pompes à chaleur x 3	110 661 euros
Kit chauffage x 6	9 516,00 euros
Kit captage externe	39 090 euros
Captage	243 942 euros
Centrale de traitement d'air x 3	105 210 euros
TOTAL HT des travaux	516 906 euros

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe II : plan de financement

Aide espérée des mécènes (après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique)	40 %	206 762 euros
Subventions publiques accordées ou espérées : - Conseil général, DRAC et autres organismes	50 %	258 453 euros
Solde à la charge de la société civile	10 %	51 691 euros

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

UTB dont le siège social est au 159, avenue Jean-Lolive, 93695 Pantin Cedex

Échéancier de leur réalisation :

Réalisation prévue pour 2010-2011

Calendrier de leur paiement

Le gérant de la société civile,
Patrice de Vogüé

Convention de mécénat n° 2010-028 R du 22 novembre 2010 passée pour le château de La Roche entre la Demeure historique et Louis de La Ville-Baugé, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de La Roche, 58370 Larochemillay, monument historique inscrit en totalité ainsi que la tour médiévale et le mur de soubassement de la terrasse par arrêté du 15 mars 2002, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. Louis de La Ville-Baugé, château de La Roche, 58370 Larochemillay, propriétaire du monument (appelé ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2007, 2008 et 2009 dans le monument ou ses dépendances. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château de La Roche.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 50 % des travaux de la tranche 1 et de 80 % des travaux des tranches 2 et 3 ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, les propriétaires s'engagent à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause

de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que les parties du monument concernées par les travaux sont clairement visibles de la voie publique et donc, qu'il se trouve dispensé de l'obligation de les ouvrir au public.

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la

réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études ainsi que l'assurance travaux pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3, 5 et 7 si la variante à cet article a été retenue), le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 et 7, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris à l'article 6, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la Culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Louis de La Ville-Baugé

Annexe I : programme de travaux

Description des travaux :

L'ensemble des travaux projetés sont des travaux de restauration et de restitution des toitures et des façades du château dans leurs dispositions originelles, en ce qui concerne les volumes et matériaux.

Sont seuls concernés par le programme les travaux portant sur des parties visibles de la voie publique.

L'état sanitaire général des couvertures est très mauvais et les ouvrages sont en fin de vie. De nombreux et anciens points d'infiltration des eaux ont généré un état sanitaire mauvais de certaines parties des charpentes.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération et de son coût global, les travaux seront réalisés en plusieurs tranches conditionnelles.

Les charpentes, maçonneries sous-jacentes et couvertures du pavillon est Villars, totalement anéanties par l'incendie font la priorité des travaux à engager.

En parallèle, d'importants travaux d'urgence sont prévus sur le mur de soutènement de la terrasse du château et sur les parties médiévales qui menacent de s'effondrer.

Tranche 1

- Pavillon Villars est : charpente, maçonnerie de support et couverture, restauration des façades.

- Mesures conservatoires et de mise en valeur de la tour médiévale, du mur d'enceinte et du mur de soutènement de la terrasse du château.

Tranche 2

- Corps central : charpente, maçonnerie de support et couverture, restauration des façades.

Tranche 3

- Pavillon ouest : charpente, maçonnerie de support et couverture, restauration des façades.

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Coût estimé des travaux :

Nature des travaux		Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	TOTAL
Toiture et façades	Échafaudage	52 530 euros	81 237 euros	81 237 euros	215 004 euros
	Maçonnerie	121 134 euros	148 920 euros	81 697 euros	351 751 euros
	Charpente	83 489 euros	66 022 euros	66 309 euros	215 819 euros
	Couverture	76 132 euros	73 815 euros	82 231 euros	232 178 euros
Tour médiévale et remparts		93 550 euros			93 550 euros
Mur de soutènement de la terrasse		106 450 euros			106 450 euros
TOTAL TRAVAUX HT		533 285 euros	369 993 euros	311 474 euros	1 214 752 euros
Honoraires d'architectes		58 661 euros	40 699 euros	34 262 euros	133 623 euros
Coordination SPS		2 200 euros	2 200 euros	2 200 euros	6 600 euros
TOTAL HT		594 146 euros	412 892 euros	347 936 euros	1 354 975 euros
TVA		34 230 euros	34 163 euros	30 591 euros	98 984 euros
TOTAL TTC		628 376 euros	447 056 euros	378 527 euros	1 453 959 euros

Le propriétaire,
Louis de La Ville-Baugé

Annexe II : plan de financement

Financement	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3
Aide espérée du mécénat*	200 000 euros	200 000 euros	170 000 euros
	32 %	45 %	45 %
Subventions DRAC accordées ou espérées	109 441 euros	156 470 euros	132 484 euros
	17 %	35 %	35 %
Solde à la charge du propriétaire	318 936 euros	90 586 euros	76 043 euros
	51 %	20 %	20 %

* Déduction faite de la retenue pour frais de la Demeure historique (2%).

Le propriétaire,
Louis de La Ville-Baugé

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Atelier AVDP
Arnaud de Pémile - Frédéric Martorello
5, place Pierre-Brossolette
92310 Sèvres

Asselin (charpente)
10, boulevard Auguste-Rodin
BP 95
79102 Thouars Cedex

EURL Pinon (couverture)
Vauvardin
58210 Varzy

SARL Dufraigne (maçonnerie)
46, avenue du Commandant-de-Neuchèze
BP 147
71405 Autun Cedex

Charpenet (traitement charpente)
42, rue Rémeron - Saint-Éloi
58000 Nevers

Échéancier de leur réalisation :

Tranche 1 : années 2010-2011.

Tranche 2 : années 2011-2012.

Tranche 3 : années 2012-2013.

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

- 30 % à la commande.

- situation mensuelle.

Le propriétaire,
Louis de La Ville-Baugé

Convention de mécénat n° 2010-030 R du 22 novembre 2010 passée pour Montépilloy entre la Demeure historique et M. et M^{me} François Rouzé, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne les travaux sur les immeubles (maison et mur de clôture) situés 2, place du Château, 60810 Montépilloy et labellisés le 27 septembre 2010, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget

en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- M. et M^{me} François Rouzé, 2, place du Château, 60810 Montépilloy (Oise), propriétaires du monument (appelé ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils les réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous leur responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par eux-mêmes, ni par d'autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, durant les années civiles 2007 à 2009 dans le monument. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant ni de directeur salarié.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement pour chaque tranche de travaux par les subventions publiques ou le mécénat de 20 % des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que les parties du monument concernées par les travaux sont clairement visibles de la voie publique et donc, qu'il se trouve dispensé de l'obligation de les ouvrir au public.

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la

Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. L'un des propriétaires les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Les propriétaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à leur charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des propriétaires se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par les propriétaires, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5,

les propriétaires devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par les propriétaires. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, les propriétaires, seuls responsables de ces travaux, devront prendre à leur charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui des propriétaires), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
M. et M^{me} François Rouzé

Annexe I : programme de travaux de restauration de façade et de couverture de Montépilloy

Travaux de maçonnerie :

- Reprise des fissures par remaillage, relancis de moellons et coulis de chaux hydraulique pour régénérer les maçonneries ;
- Les maçonneries seront enduites « à pierre vue » au mortier de chaux et sable de Seine ;
- En façade principale (est) :
 - . la fenêtre de l'encuvement pourra être transformée en lucarne à capucine,
 - . remonter l'allège en maçonnerie de moellon ;
- En façade sud :
 - . ouverture d'une porte fenêtre (non visible de l'espace public) ;
- En façade ouest :
 - . la baie existante sera transformée en deux petites baies de proportion verticale ;
- La cheminée nord sera restaurée ;
- La cheminée sud (rajout ultérieur) pourra être arasée.

Travaux de menuiseries et peintures :

- Les fenêtres seront peintes en bois peint en blanc-cassé ou gris légèrement coloré ;
- Portes et fenêtres seront à petits bois Picards (fenêtre à 6 carreaux) et petits bois structurels faisant partie du cadre ;
- Les baies seront équipées de volets en battant, bois peint en blanc-cassé ;
- Les fenêtres de toit sur le versant arrière (nord-ouest) seront de châssis type Cast ou Clément de taille maxi 73 x 57 cm avec meneau central.

Les terrassements seront réduits au minimum afin de ne pas modifier la perception paysagère du lieu (accès porte-fenêtre), prévoir des marches à l'intérieur.

Travaux de couverture :

- En tuiles anciennes qui pourront être récupérées ;
- Avec un complément de tuiles neuves de différents types et couleurs panachées :

- . Inerys Restauration 17 x 27,

- . tuiles Pontigny Aleonard 16/26 - 16/24 ;

- Le faîtage sera en tuile ½ ronde à crête et embarrure au mortier blanc.

Murs de clôture : rejointement**Récapitulatif estimatif des travaux labellisé :**

Travaux	Montant TTC
Couverture	17 592 euros
Maçonnerie	27 193 euros
Menuiserie	21 261 euros
Peinture	1 583 euros
TOTAL TRAVAUX	67 629 euros
Honoraires d'architecte	1 213 euros
TOTAL	68 842 euros

Les propriétaires,
M. et M^{me} François Rouzé

Annexe II : plan de financement

	Pourcentage	Montant euros
Fondation du patrimoine	1 %	689 euros
Mécénat**	25 %	17 210 euros
Propriétaire	74 %	50 943 euros
TOTAL	100 %	68 842 euros

** après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique.

Les propriétaires,
M. et M^{me} François Rouzé

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Sani confort SA
4, route des Flandres
60700 Les Ayeux

Entreprise générale de peinture

Éric Vanitel

95, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny

02300 Chauny

Échéancier de leur réalisation :

Décembre 2010-première moitié de 2011.

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Acompte début décembre 2010.

2^e versement fin décembre 2010.

Solde début 2011.

Les propriétaires,
M. et M^{me} François Rouzé

Convention de mécénat n° 2010-016 R du 6 décembre 2010 passée pour le château de Kerlevenan entre la Demeure historique, la société civile Domaine de Kerlevenan et ses associés (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Kerlevenan, 56370 Sarzeau, monument historique classé par arrêté du 4 novembre 1982 pour le toit et la façade du château ainsi que 3 pièces au rez-de-chaussée, les écuries, la chapelle et le pavillon chinois appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2^{bis} de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;

- La société civile Domaine de Kerlevenan, propriétaire du monument, dont le siège se trouve 1, rue de l'Amiral-Cloué, 75016 Paris (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M^{me} Isabelle de Rougé, 130, avenue de Versailles, 75016 Paris ;

- Les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- . M^{lle} Gwénola de Gouvello, 1, rue l'Amiral-Cloué, 75016 Paris ;

- . M^{me} Isabelle de Rougé, 130, avenue de Versailles, 75016 Paris ;

- . M^{me} Anne Brière, 25, avenue d'Argenteuil, 92600 Asnières ;

. M^{lle} Caroline de Rougé, 130, avenue de Versailles, 75016 Paris ;

. M^{me} Marie-Françoise Tardieu de Maleissye-Melun, 56, rue du Moulin-Vert, 75014 Paris ;

. M^{me} Diane Hassan ;

. M^{me} Hélène de l'Estoile, 6, rue Francisque-Sarcey, 75116 Paris ;

. M^{me} Gabrielle Taso de Saxe, 39A Parsons Green, SW6 4UJ Londres ;

. M^{me} Clotilde von Warburg, Wipperfürther Strasse 12, D- 51429 Bergisch-gladbach ;

. M^{me} Cécile de Tarragon, 34, rue du Ranelagh, 75116 Paris ;

. M^{me} Laetitia Middleton, 1, rue du Général-Henrion-Bertier, 92200 Neuilly-sur-Seine ;

. M. Renaud de Tarragon, Obrechstraat 58, NL-2517 V V, Den Haag ;

. M^{me} Anne Rioust de Largentaye, 45, quai de Bourbon, 75004 Paris ;

. M^{me} Claire Baudoult d'Hautefeuille, ASCP Compound, 36 Thao Dien Street, Tulip, 10 District 2, An Phu, Ho Chi Minh ;

. M^{lle} (Marie ?) Rioust de Largentaye, 45, quai de Bourbon, 75004 Paris ;

. M^{me} Marie-Christine Jousseau de la Bretesche, 72, rue de l'Université 75007 Paris ;

. M^{lle} Béatrix Jousseau de la Bretesche, 72, rue de l'Université 75007 Paris ;

. M^{lle} Constance Jousseau de la Bretesche, 72, rue de l'Université 75007 Paris ;

. M^{lle} Amélie Jousseau de la Bretesche, 72, rue de l'Université 75007 Paris.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrits du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme

qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le gérant de la SCI déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par la SCI, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2007, 2008, 2009 dans le monument ou ses dépendances. Il déclare en outre que la SCI ne salarie aucun dirigeant.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La Demeure historique et la fondation Demeure historique n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux

ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Si la société civile n'est pas assujettie à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC. Si la société civile est assujettie à cette taxe, la Demeure historique règlera le montant HT et lui laissera le soin de régler la TVA⁽¹⁾.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Le propriétaire portera le don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine à la connaissance des visiteurs et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Il s'engage également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 16. - Sans objet.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

⁽¹⁾ Supprimer les mots inutiles. En cas d'assujettissement partiel, nous consulter pour la rédaction.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Sans objet.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne. La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine, soit 10 000 euros.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
La gérante,
Isabelle de Rougé
Les associés :

Caroline de Rougé, Gwénola de Gouvello, Anne Brière,
Diane Hassan, Marie-Françoise Tardieu de Maleissy-Melun,
Hélène de l'Etoile, Gabrielle Taso de Saxe,
Clotilde von Warburg, Cécile de Tarragon, Laetitia Middleton,
Renaud de Tarragon, Anne Rioust de Largentaye,
Claire Baudoult d'Hautefeuille, Marie ? Rioust de Largentaye,
Marie-Christine Jousseau de la Bretesche,
Béatrix Jousseau de la Bretesche,
Constance Jousseau de la Bretesche et
Amélie Jousseau de la Bretesche

Annexe I : programme de travaux

Travaux de restauration du péristyle du château : son chapiteau et ses 4 colonnes :

Le montant total des travaux pour le péristyle est de 460 000 euros TTC (384 615,38 euros HT) et de 180 000 euros TTC (150 501,67 euros HT) pour la restauration des chéneaux.

La première tranche des travaux consiste en la restauration d'une première colonne et du chapiteau.

Nature des charges	Montant en euros
Travaux de maçonnerie et taille de pierre sur le péristyle et la colonne	4 500 euros HT
Les travaux de sculpture sur chapiteau corinthien	84 106,42 euros HT
Total des travaux HT	88 606,42 euros HT
Honoraires ACMH et VMH	10 350 euros HT
Total HT	108 695,65 euros HT
Total TTC	130 000 euros TTC

La gérante,
Isabelle de Rougé

Annexe II : plan de financement

Ressources	Montant euros	Taux
DRAC	65 000 euros	50 %
Conseil général	32 500 euros	25 %
Conseil régional	13 000 euros	10 %
TOTAL subventions publiques accordées ou espérées	110 500 euros	85 %
Fondation Demeure historique	10 000 euros	7,7 %
Solde à la charge de la société civile	9 500 euros	7,3 %
TOTAL	130 000 euros	100 %

La gérante,
Isabelle de Rougé

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

L'architecte en chef des monuments historiques en charge des travaux est M^{me} de Pontaux.

La gérante,
Isabelle de Rougé

Convention n° 2010-027 R de mécénat du 6 décembre 2010 passée pour La Poste aux Chevaux entre la Demeure historique et M^{me} Anne de Logivière, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne La Poste aux Chevaux, sis 25-27, Départementale 910, 86220 Les Ormes, monument historique classé en totalité par arrêté du 30 décembre 1994, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M^{me} Anne de Logivière, 5, Impasse Legris, 78000 Versailles, propriétaire du monument (appelé ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'il n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets à La Poste aux Chevaux sur la période 2006-2008. Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux des phases 1 et 2 dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 65 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à lancer les travaux de la tranche 3 dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans

après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra

prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Anne de Logivière

Annexe I : programme de travaux**Phase 1 :**

Nature des travaux		Montant
Menuiserie (compris peinture)	Fenêtres et porte du pignon est de l'aile sud (Les métiers du bois)	6 880 euros HT
	Porte vers le potager (possibilité d'une variante fermeture verre, cadre métallique)	4 950 euros HT
Couverture	Partie nord de l'aile est (Gauvrit)	18 210 euros HT
Maçonnerie	Corniche partie nord aile est	1 170 euros HT
	Lucarne de la partie nord de l'aile est	1 385 euros HT
	Pignon est de l'aile sud	11 900 euros HT
TOTAL HT 1		44 495 euros HT
Honoraires architecte 7 %		3 115 euros HT
TOTAL HT 2		47 610 euros HT
TVA		2 618,55 euros
TOTAL TTC		50 228,55 euros

Phase 2 :

Nature des travaux		Montant
Couverture	Aile est partie sud	16 000 euros HT
Maçonnerie	Corniche partie sud de l'aile est	1 170 euros HT
	Lucarne de la partie sud de l'aile est	1 000 euros HT
	Façade sur rue (pignon ouest aile sud)	20 400 euros HT
TOTAL HT 1		38 570 euros HT
Honoraires architecte 7 %		2 700 euros HT
TOTAL HT 2		41 270 euros HT
TVA		2 270 euros
TOTAL TTC		43 540 euros

Phase 3 :

Nature des travaux		Montant
Menuiserie	Façade sud de l'aile sud	21 350 euros HT
TOTAL HT 1		21 350 euros HT
Honoraires architecte 7 %		1 495 euros HT
TOTAL HT 2		22 845 euros HT
TVA		1 256,50 euros
TOTAL TTC		24 101,50 euros

Récapitulatif :

Travaux	Montant TTC
Phase 1	50 228,55 euros
Phase 2	43 540,00 euros
Phase 3	24 101,50 euros
TOTAL	117 870,05 euros

Le propriétaire,
Anne de Logivière

Annexe II : plan de financement**Le plan de financement est le même pour les 3 phases :**

Subventions publiques : 40 %

- DRAC : 30 % des travaux
- Conseil général : 10 % des travaux

Mécénat : 20 % des travaux

Le propriétaire : 40 % des travaux

Le propriétaire,
Anne de Logivière

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

- Les métiers du bois, 39, route de Poitiers, 86240 Fontaine-le-Comte ;
- Les compagnons de la Vienne, 20, rue Émile-Zola, 86530 Naintré ;
- Groupe Villemain : Menet SARL, 25, avenue Aristide-Briand, 37600 Loches (Indre-et-Loire) ;
- Ets Gauvrit et fils, 6, allée des Fougères, 86220 Dange-Saint-Romain ;
- Tesis SARL, La métairie, 16, rue Perrotin, 37220 Crouzilles.

Échéancier de leur réalisation :

Phase 1 : 2011-2012.

Phase 2 : 2012-2013.

Phase 3 : 2013-2014.

Calendrier prévisionnel de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile).

Le propriétaire,
Anne de Logivière

Convention de mécénat n° 2010-023 du 7 décembre 2010 passée pour le château d'Hombourg-Budange entre la Demeure historique et Arthur de Mortemart, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Hombourg-Budange, Domaine de Hombourg, 57920 Hombourg-Budange, monument historique classé pour ses toitures et façades par arrêté du 8 novembre 1994 et inscrit pour les intérieurs par arrêté du 16 novembre 1988, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. Arthur de Mortemart, Domaine de Hombourg, 57920 Hombourg-Budange, propriétaire (appelé ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, le propriétaire le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2007, 2008 et 2009 dans le monument ou ses dépendances. Il déclare qu'il

n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château d'Hombourg-Budange.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société à moins que le propriétaire actuel en soit associé, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public les parties ayant fait l'objet des travaux prévus à l'annexe I, pendant 10 ans après la réalisation des travaux permettant cette ouverture, qui devra être effective dans un délai raisonnable. Le propriétaire informera la Demeure historique de la date de la 1^{re} ouverture à compter de laquelle sera calculée la période de 10 ans.

Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du maître d'ouvrage et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à leur charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études ainsi que les assurances travaux pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par les propriétaires, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura effectivement reçus, déduction faite des éventuels frais bancaires (pour les dons en ligne).

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par les propriétaires. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire devra prendre à leur charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et le cas échéant sur celui des propriétaires), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la

promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Arthur de Mortemart

Annexe I : programme de travaux

Description des travaux : travaux d'urgence :

Il est nécessaire de réaliser des travaux d'urgence pour assurer la conservation du monument. Il convient de mettre en œuvre une couverture provisoire, de conforter les structures désorganisées et de débayer les gravois et autres bois favorisant la progression des champignons et insectes xylophages.

Coût estimé des travaux :

Type de travaux	Montant en euros
Installation du chantier	3 780 euros
Débroussaillage	3 550 euros
Échafaudage	46 950 euros
Démolition, déblaiement, maçonnerie et étalement	79 215 euros
Charpente et couverture aile XVIII ^e	73 610 euros
Charpente et couverture, façade est	31 400 euros
Charpente et couverture, façade ouest	3 800 euros
Charpente et couverture, façade sud	19 170 euros
TOTAL HT	261 475 euros
TVA	14 381,13 euros
Travaux TTC	275 856,13 euros
Honoraires architectes TTC	12 408,78 euros
Coordonnateur SPS TTC	2 998,31 euros
Contrôle technique et amiante	5 561,40 euros
Assurances travaux	3 400,00 euros
TOTAL TTC	300 224,62 euros

Le propriétaire,
Arthur de Mortemart

Annexe II : plan de financement

Partenaires	Pourcentage
DRAC	30 %
Région	30 %
Conseil général	30 %
Total financements publics	90 %
Mécénat*	10 %
Total des financements	100 %

* montant net après retenue pour frais de 2 % de la Demeure historique.

Le propriétaire,
Arthur de Mortemart

Annexe III**1. Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Travaux suivis par Pierre-Yves Caillault, architecte en chef des monuments historiques.

Chanzy-Pardoux
41, rue Georges-Clémenceau
57130 Ars-sur-Moselle

2. Échéancier de leur réalisation :

L'ensemble des travaux est prévu pour une durée de 3 mois.

Début des travaux prévu en décembre 2010.

3. Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Acompte : décembre 2010

Solde : mars 2011

Le propriétaire,
Arthur de Mortemart

Convention de mécénat n° 2010-029 R du 14 décembre 2010 passée pour le château d'Oricourt entre la Demeure historique et Colette et Jean-Pierre Cornevaux, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Oricourt, 1, rue Nicolas-Rolin, 70110 Oricourt, monument historique classé par arrêté du 4 mai 1984, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- La Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par Jean de Lambertye, son président ;
- M. et M^{me} Jean-Pierre et Colette Cornevaux, château d'Oricourt, 1, rue Nicolas-Rolin, 70110 Oricourt, propriétaires du monument (appelés ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare que ces travaux portent sur des parties classées du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées.

Le propriétaire s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par les propriétaires, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, durant les années civiles 2007 à 2009 dans le monument ou ses dépendances. Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant ni de directeur salarié au château d'Oricourt.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement pour chaque tranche de travaux par les subventions publiques ou le mécénat de 92 % des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les propriétaires et les établissements

d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, la Demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer, ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge, ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs, dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à leur charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des propriétaires se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure, le cas échéant, dans le mode d'emploi de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La Demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Jean-Pierre Cornevaux et Colette Cornevaux

**Annexe I : programme de travaux :
restauration du mur d'enceinte de la haute cour, au nord-ouest**

1. Échafaudage intérieur et extérieur entre la grande tour et la tour des latrines comprenant : double transport, acheminement sur le site, terrassement, montage, démontage : **10 440,00 euros.**
2. Recherche de parements en contrebas du chantier comprenant : terrassement en recherche, chargement par tout moyen, transport et stockage au pied de l'échafaudage intérieur : **6 930,00 euros.**
3. Reprise des maçonneries anciennes comprenant : purge, complément en maçonnerie neuve, y compris approvisionnement, fourniture de marches d'escalier en pierre de verger layée, pose à bain de mortier de chaux NHL 2 sans joints de finition (fourniture de moellons à votre charge) : **141 650,00 euros.**
4. Protection du chemin de ronde restauré à la feuille de plomb comprenant : forme au mortier, fourniture de plomb 1,5 et 1 mm d'épaisseur, pose de l'ensemble : **7 100,00 euros.**

Récapitulatif estimatif du coût des travaux :

Travaux	Montant
Mise en place des échafaudages	10 440 euros
Recherche de parements	6 930 euros
Reprise des maçonneries anciennes	141 650 euros
Protection du chemin de ronde	7 100 euros
Montant hors taxes travaux	166 120 euros
Montant TVA 5,5%	9 136,60 euros
TOTAL TTC	175 256,60 euros

Les propriétaires,
Jean-Pierre Cornevaux et Colette Cornevaux

Annexe II : plan de financement

	Pourcentage	Montant euros
Subvention DRAC*	50 %	87 628,30 euros
Subvention conseil général de la Haute-Saône	12,5 %	21 907,10 euros
Subvention conseil régional de la Franche-Comté	12,5 %	21 907,10 euros
Mécénat**	12,5 %	21 907,10 euros
Association « Les amis d'Oricourt »	6,25 %	10 953,50 euros
Le propriétaire	6,25 %	10 953,50 euros
TOTAL	100 %	175 256,60 euros

* En attente de confirmation.

** Après réduction de 2 % pour frais de la Demeure historique.

Les propriétaires,
Jean-Pierre Cornevaux et Colette Cornevaux

Annexe III

Arrête :

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

SARL Bruno Gérard
35 *bis*, rue de Moulins-sur-Allier
88580 Saulcy-sur-Meurthe

Échéancier de leur réalisation :

2011 ou 2011-2012

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, l'entreprise édite des factures intermédiaires qui lui permettent de disposer de la trésorerie nécessaire pour l'achat de matériaux et le paiement des salaires des maçons. Sur un chantier comme celui-ci, qui peut durer 4 à 5 mois, ces factures peuvent atteindre 50 % du devis total.

Le solde est payé à réception des travaux sur présentation du mémoire global. Ces travaux doivent être terminés avant septembre ou octobre. Jusqu'à maintenant, ces chantiers ont été subventionnés par la DRAC sur des crédits dits d'entretien. Ces crédits sont annuels et un dossier comprenant les mémoires doit être rendu avant novembre.

Les propriétaires,
Jean-Pierre Corneaux et Colette Corneaux

MUSÉES**Arrêté du 2 décembre 2010 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 modifié portant création de l'établissement public de la Porte-Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 30 août 2007 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration, notamment son article 1^{er}-5°,

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la commission des acquisitions de l'établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration :

- M. Zeev Gourarier, conservateur général du patrimoine ;
- M. Jean-Hubert Martin, conservateur général du patrimoine honoraire.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Décision du 22 décembre 2010 portant délégation de signature au musée des Arts asiatiques Guimet.

Le président de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet,

Vu le décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet, notamment son article 23 ;

Vu le décret du 28 août 2008 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu l'arrêté du 2 mars 2009 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet ;

Vu la décision du 19 mars 2009 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - La délégation permanente du 19 mars 2009 donnée à M^{me} Marie-Claude Vitoux, administrateur général est étendue à la signature de tous actes, décisions et pièces administratives relatifs à la passation et à l'exécution des marchés publics et accords-cadres, notamment bons de commande pris en exécution des marchés.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du musée des Arts asiatiques Guimet,
Jacques Giès

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Arrêté du 3 septembre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Rudolphe Ackermann).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 28 juillet 2010,

Arrête :

Art.1^{er}. - M. Rudolphe Ackermann, né le 23 septembre 1969 à Paris, de nationalité française, exerçant la fonction de directeur de la gestion des droits, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 3 septembre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Emmanuel Le Devehat).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 28 juillet 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Emmanuel Le Devehat, né le 25 mai 1981 à Chartres (28), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 5 octobre 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Morin).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée par la Société pour la perception de la rémunération équitable le 6 septembre 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Loïc Morin, né le 13 mai 1983 à Dieppe (76), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 23 novembre 2010 portant abrogation de l'arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Allio).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 8 juillet 2010, relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle, et agréant M. Loïc Allio, attaché régional de la Société pour la perception de la rémunération équitable, est abrogé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 23 novembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société civile des producteurs de phonogrammes en France, en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Karine Colin).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-24 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 16 novembre 2010 par la Société civile des producteurs de phonogrammes en France,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Karine Colin, née le 4 avril 1965 à Nantes (44), de nationalité française, exerçant la fonction de directrice juridique, est agréée en vue

d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

M^{me} Karine Colin est désignée par la société susvisée pour procéder aux saisines mentionnées à l'article L. 331-24 du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 23 novembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société pour la perception de la rémunération équitable en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jérôme Bregeard).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 13 octobre 2010 par la Société pour la perception de la rémunération équitable,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Jérôme Bregeard, né le 30 décembre 1974 à Saint-Amand-Montrond (18), de nationalité française, exerçant la fonction d'attaché régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 7 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christian Regny).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 novembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Christian Regny, né le 28 juillet 1957 à Saint-Étienne (42), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 7 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Jean-Pierre Authier).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 25 novembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Jean-Pierre Authier, né le 8 septembre 1960 à Rodez (12), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 22 juin 2009 portant nomination des membres de la commission mentionnée à l'article R. 122-16 du Code de la propriété intellectuelle.

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment son article R. 122-16 ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2009 portant nomination des membres de la commission mentionnée à l'article R. 122-16 du Code de la propriété intellectuelle,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté du 22 juin 2009 portant nomination des membres de la commission mentionnée à l'article R. 122-16 du Code de la propriété intellectuelle est modifié ainsi qu'il suit :

* Au titre des représentants des organisations nationales représentatives de personnes atteintes d'un handicap et de leurs familles :

- M. Cédric Lorant est nommé en qualité de membre, en remplacement de M. Jérémie Boroy.

* Au titre des représentants des titulaires de droits :

- M. François Derveaux est nommé en qualité de membre, en remplacement de M. Claude Duvivier.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale,
Roselyne Bachelot-Narquin
Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Loïc Berrier).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Loïc Berrier, né le 28 novembre 1962 à Reims (51), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint au délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Garel).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Frédéric Garel, né le 4 mai 1968 à Neuilly-sur-Seine (92), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Stéphane Glazer).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Stéphane Glazer, né le 15 novembre 1964 à Lyon VI (69), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Alain Guicherd).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Alain Guicherd, né le 10 novembre 1957 à Bar-sur-Aube (10), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Laudat).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Christophe Laudat, né le 18 juin 1973 à Bourges (18), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle itinérant, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 13 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Petre).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Franck Petre, né le 9 août 1971 à Saint-Étienne (42), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint au délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Marc Azai).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Marc Azais, né le 17 décembre 1968 à Montpellier (34), de nationalité française, exerçant la fonction d'assistant de directeur régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Cyril Cohen).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Cyril Cohen, né le 20 août 1977 à Marseille (13), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Frédéric Duplan).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Frédéric Dupland, né le 10 juin 1972 à Clermont-Ferrand (63), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Gueremy).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Franck Gueremy, né le 15 décembre 1966 à Paris XI (75), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Hubert Keller).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Hubert Keller, né le 30 décembre 1957 à Mulhouse (68), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Marc Larue).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Marc Larue, né le 14 novembre 1965 à Toulon (83), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Christophe Mousset).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Christophe Mousset, né le 15 mars 1969 à Aurillac (15), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Ojeda).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Philippe Ojeda, né le 16 août 1962 à Hennebont (56), de nationalité française, exerçant la fonction d'adjoint au délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Bernard-Marie Pedone).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Bernard-Marie Pedone, né le 17 mai 1969 à Saint-Julien-en-Genevois (74), de nationalité française, exerçant la fonction de chargé de clientèle, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 16 décembre 2010 portant agrément d'un agent de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique en application de l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Franck Viadère).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2010 par la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Franck Viadère, né le 13 juin 1964 à Toulouse (31), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué régional, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

J.O n° 278 du 1^{er} décembre 2010

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 13 Arrêté du 18 novembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours externe, d'un concours interne et d'un troisième concours pour le recrutement des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Texte n° 39 Décret du 30 novembre 2010 portant nomination de la sous-préfète de Montmorillon (M^{me} Christine Tricotel).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 18 Rapport relatif au décret n° 2010-1458 du 30 novembre 2010 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance.

Texte n° 19 Décret n° 2010-1458 du 30 novembre 2010 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance (pour la culture : Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 20 Arrêté du 22 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 11 février 2008 portant désignation de l'autorité chargée du contrôle financier sur les établissements publics administratifs du secteur de la culture.

Culture et communication

Texte n° 23 Arrêté du 19 novembre 2010 portant prorogation du mandat des membres des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle et chargés d'études documentaires relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 24 Arrêté du 23 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 5 novembre 2009 fixant les conditions et la procédure d'attribution des bourses et aides attribuées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture.

Texte n° 43 Arrêté du 29 novembre 2010 portant nomination au cabinet du ministre.

Avis divers

Texte n° 63 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 279 du 2 décembre 2010

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 4 Arrêté du 8 novembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 des concours interne, externe et troisième voie avec épreuves d'accès au grade des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Économie, finances et industrie

Texte n° 49 Arrêté du 25 novembre 2010 portant nomination à la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques.

Culture et communication

Texte n° 57 Décret du 1^{er} décembre 2010 portant nomination du directeur, adjoint au directeur général des patrimoines (M. Bertrand-Pierre Galey).

Avis divers

Texte n° 82 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (M^{me} Magali Gless, Eye Models).

J.O n° 280 du 3 décembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 6 Arrêté du 22 novembre 2010 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès du centre d'échanges culturels de Kigali (Rwanda).

Texte n° 7 Arrêté du 22 novembre 2010 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès de l'Institut français des Pays-Bas, annexe de Groningue (Pays-Bas).

Culture et communication

Texte n° 22 Arrêté du 9 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 1^{er} avril 1994 relatif aux modes pédagogiques.

Texte n° 23 Arrêté du 25 novembre 2010 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Texte n° 24 Arrêté du 25 novembre 2010 portant approbation d'un avenant à une convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (L'Atelier du Grand Paris et des projets architecturaux et urbains).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 66 Avis de vacance des fonctions de directeur général de l'Institut national d'histoire de l'art.

J.O n° 281 du 4 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 21 Arrêté du 16 novembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours au grade d'assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Culture et communication

Texte n° 56 Arrêté du 30 novembre 2010 portant modification de l'arrêté du 7 août 1995 relatif aux régies de recettes et d'avances auprès des directions régionales des affaires culturelles.

Texte n° 73 Arrêté du 22 novembre 2010 portant nomination de la directrice du musée national des châteaux de Versailles et de Trianon (M^{me} Béatrix Saule).

Conventions collectives

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe.

J.O n° 282 du 5 décembre 2010**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2010-1485 du 2 décembre 2010 portant transfert de crédits.

Texte n° 37 Décret n° 2010-1485 du 2 décembre 2010 portant transfert de crédits (pour la culture : Patrimoines).

Culture et communication

Texte n° 66 Arrêté du 29 novembre 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 19 du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques (M. Jean-Pierre Leleux).

J.O n° 283 du 7 décembre 2010**Premier ministre**

Texte n° 1 Arrêté du 6 décembre 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges « Technologies de base du numérique, briques génériques du logiciel embarqué - Appel à projets n° 1 ».

Texte n° 2 Arrêté du 6 décembre 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges « Technologies de sécurité et résilience des réseaux - Appel à projets n° 1 ».

Texte n° 3 Arrêté du 6 décembre 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges « Technologies de numérisation et de valorisation des contenus culturels, scientifiques et éducatifs - Appel à projets n° 1 ».

Texte n° 4 Arrêté du 6 décembre 2010 relatif à l'approbation de l'appel à projets « Développement de la culture scientifique et égalité des chances ».

J.O n° 284 du 8 décembre 2010

Texte n° 1 Loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

Texte n° 2 Loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

Conseil constitutionnel

Texte n° 4 Décision n° 2010-619 DC du 2 décembre 2010 (Loi organique relative au département de Mayotte).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 21 Rapport relatif au décret n° 2010-1493 du 6 décembre 2010 portant transfert de crédits.

Texte n° 22 Décret n° 2010-1493 du 6 décembre 2010 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Premier ministre

Texte n° 45 Arrêté du 6 décembre 2010 portant nomination (secrétariat général pour les affaires régionales : M. Pierre Chauleur, adjoint au SGAR Poitou-Charentes).

Écologie, développement durable, transports et logement

Texte n° 49 Arrêté du 25 novembre 2010 portant nomination au conseil d'administration du Muséum national d'histoire naturelle (titulaire : M^{me} Odile Gauthier, suppléant : M. Paul Delduc).

Conventions collectives

Texte n° 91 Arrêté du 1^{er} décembre 2010 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 17 novembre 2010 (Art. 1^{er} : convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332) ; Art. 15 : convention collective nationale des professions de la photographie (n° 2162) ; Art. 17 : convention collective nationale des télécommunications (n° 2148) ; Art. 19 : librairie).

Texte n° 93 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le cadre de la branche de la librairie.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 97 Décision n° 2010-763 du 23 novembre 2010 fixant pour l'année 2011 les dates de passage des émissions accordées aux formations politiques représentées par un groupe dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires ainsi qu'aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 136 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général des affaires culturelles.

Avis divers

Texte n° 137 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Cinquante après : Culture, politique et politiques culturelles*, Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication).

Texte n° 141 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'une œuvre présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 *bis* 0A du Code général des impôts (pour le musée et le domaine national de Versailles : une table à écrire réalisée pour la reine Marie-Antoinette au Petit Trianon de Versailles par Jean-Henri Riesener (1734-1806), époque Louis XVI, en placage de bois d'amarante et de sycomore teinté).

J.O n° 285 du 9 décembre 2010**Écologie, développement durable, transports et logement**

Texte n° 10 Arrêté du 26 novembre 2010 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 et fixant les dates des épreuves écrites des concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 19 Arrêté du 29 novembre 2011 portant ouverture en 2011 du concours externe et interne d'ingénieur territorial (dont : urbanisme, aménagement et paysages) (Bretagne, Haute et Basse-Normandie et Pays de la Loire).

Texte n° 22 Arrêté du 2 décembre 2010 portant ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (interne et externe) (dont : urbanisme, aménagement et paysages) (La Réunion).
Texte n° 57 Décret du 8 décembre 2010 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet des Vosges (M. Yann Drouet).

Culture et communication

Texte n° 68 Décret du 8 décembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M^{me} Anne Durupt).

J.O n° 286 du 10 décembre 2010**Écologie, développement durable, transports et logement**

Texte n° 9 Arrêté du 26 novembre 2010 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 et fixant les dates des épreuves écrites de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 36 Rapport relatif au décret n° 2010-1515 du 8 décembre 2010 portant virement de crédits.

Texte n° 37 Décret n° 2010-1515 du 8 décembre 2010 portant virement de crédits (Création et Patrimoines).

Texte n° 42 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 novembre 2010 (gestion 2010) (pour la culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 47 Arrêté du 2 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2009 relatif à la procédure d'inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur des universités.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 79 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination du préfet de la région Centre, préfet du Loiret (hors classe) (M. Michel Camux).

Texte n° 80 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination du préfet du Val-de-Marne (hors classe) (M. Pierre Dartout).

J.O n° 287 du 11 décembre 2010**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 35 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 15 au 19 novembre 2009 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 36 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 novembre 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines, Recherche culturelle et culture scientifique).

Culture et communication

Texte n° 69 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la danse (M^{me} Monique Barbaroux).

Texte n° 70 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M. Guy Amsellem, ENSA Paris-La Villette).

Texte n° 71 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M. Alain Derey, ENSA Marne-la-Vallée).

Texte n° 72 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M. Jean-Michel Knop, ENSA Grenoble).

Texte n° 73 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'École du Louvre (M^{me} Catherine Colonna).

Texte n° 74 Décret du 9 décembre 2010 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (M. Daniel Mesguich).

Avis divers

Texte n° 115 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Florent Barre, Totem).

J.O n° 288 du 12 décembre 2010**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 6 Décret n° 2010-1534 du 10 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Afrique du Sud concernant le programme de coopération dans le domaine des arts et de la culture pour les années 2010-2012, signé à Cannes le 16 mai 2010.

Culture et communication

Texte n° 46 Arrêté du 7 décembre 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Odilon Redon*, aux Galeries nationales du Grand Palais (Paris), puis au musée Fabre de Montpellier).

Texte n° 47 Arrêté du 7 décembre 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le Christ sur le vif. Rembrandt et la figure de Jésus*, au musée du Louvre, hall Napoléon, Paris).

Texte n° 48 Arrêté du 7 décembre 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Claude Gellée, le Lorrain (1604/05 - 1682) dessinateur*, au musée du Louvre, hall Napoléon, Paris).

Texte n° 81 Décret du 10 décembre 2010 portant nomination à la Commission nationale d'aménagement commercial (M. Jean-Loup Arnaud, M^{mes} Carine Camby et Marie Bertin).

Premier ministre

Texte n° 51 Décret du 10 décembre 2010 portant nomination dans le corps des administrateurs civils au tour extérieur 2010 (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M. Philippe Ducluzeau et M^{me} Cécile Favarel-Garrigues).

J.O n° 289 du 14 décembre 2010**Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État**

Texte n° 24 Rapport relatif au décret n° 2010-1541 du 13 décembre 2010 portant transfert de crédits.

Texte n° 25 Décret n° 2010-1541 du 13 décembre 2010 portant transfert de crédits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et de la communication

Texte n° 31 Arrêté du 8 décembre 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Kees Van Dongen*, au musée d'Art moderne de la ville de Paris).

Texte n° 32 Arrêté du 8 décembre 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La naissance du musée : les Esterhazy, princes collectionneurs*, à la pinacothèque de Paris).

J.O n° 290 du 15 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 10 Arrêté du 7 décembre 2010 portant ouverture en 2011 du concours de bibliothécaire territorial (spécialités : bibliothèques et documentation) (Bretagne, Haute-Normandie, Basse-Normandie, Pays de la Loire).

Texte n° 41 Décret du 13 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Thiers (M. Michel Prosic).

Texte n° 42 Décret du 13 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Châteaubriant (M. Pascal Zingraff).

Texte n° 43 Décret du 13 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Charolles (M. Jean-Philippe Trioulaire).

Culture et communication

Texte n° 52 Arrêté du 29 novembre 2010 portant modification de l'arrêté du 25 octobre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée national Picasso - Paris.

Texte n° 53 Arrêté du 2 décembre 2010 modifiant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale et du comité d'orientation du fonds d'aide au développement des services de presse en ligne.

Avis divers

Texte n° 109 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 291 du 16 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 19 Arrêté du 2 décembre 2010 portant ouverture d'un concours externe, interne et d'un troisième concours d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Texte n° 59 Décret n° 2010-1562 du 14 décembre 2010 modifiant, pour l'outre-mer, le Code de justice administrative (partie réglementaire).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 47 Rapport relatif au décret n° 2010-1561 du 15 décembre 2010 portant virement de crédits.

Texte n° 48 Décret n° 2010-1561 du 15 décembre 2010 portant virement de crédits (pour la culture : Patrimoines, Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Culture et communication

Texte n° 85 Décret du 14 décembre 2010 portant nomination d'un inspecteur général des affaires culturelles (M. Jean-Yves Le Corre).

J.O n° 292 du 17 décembre 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

Conseil constitutionnel

Texte n° 2 Décision n° 2010-618 DC du 9 décembre 2010 (loi de réforme des collectivités territoriales).

Texte n° 3 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 22 novembre 2010 présentée par au moins soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2010-618 DC (loi de réforme des collectivités territoriales).

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 22 novembre 2010 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2010-618 DC (loi de réforme des collectivités territoriales).

Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur les recours dirigés contre la loi de réforme des collectivités territoriales.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 17 Arrêté du 8 décembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 du concours d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine (spécialités : musées, bibliothèques, archives et documentation) par le service interrégional des concours du centre de gestion d'Ille-et-Vilaine représentant le Grand Ouest (Bretagne, Haute-Normandie, Basse-Normandie et Pays de la Loire).

Texte n° 70 Décret n° 2010-1562 du 14 décembre 2010 modifiant, pour l'outre-mer, le Code de justice administrative (partie réglementaire) (rectificatif).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 45 Arrêté du 26 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 25 octobre 2005 portant création d'un pôle national de la redevance audiovisuelle.

Texte n° 108 Arrêté du 10 décembre 2010 portant nomination (M^{me} Pascale Garrigou, régisseur d'avance du musée national des Douanes).

Culture et communication

Texte n° 68 Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture et instituant un comité d'hygiène et de sécurité spécial commun auprès du comité technique paritaire central de la Bibliothèque publique d'information et du comité technique paritaire central du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Texte n° 69 Arrêté du 3 décembre 2010 fixant le montant des indemnités par séance des membres du collège de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet ainsi que des membres de la commission de protection des droits.

Premier ministre

Texte n° 72 Arrêté du 14 décembre 2010 portant inscription au tableau d'avancement et promotion à la hors-classe dans le corps des administrateurs civils au titre de l'année 2011 (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M^{me} Clarence Jaccard-Briat et M. David Zivie).

Conventions collectives

Texte n° 112 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

J.O n° 293 du 18 décembre 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales (rectificatif).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 19 Décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Texte n° 21 Arrêté du 1^{er} décembre 2010 portant ouverture d'un concours externe sur titres avec épreuve et d'un concours interne sur épreuve d'ingénieur territorial (dont : architecture, urbanisme et paysage).

Culture et communication

Texte n° 80 Décret du 16 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M^{me} Nicole Roux-Loupiac, ENSA Toulouse).

Texte n° 81 Décret du 16 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M. Laurent Heulot, ENSA Montpellier).

Texte n° 82 Décret du 16 décembre 2010 portant nomination d'un directeur d'école nationale supérieure d'architecture (M^{me} Marie Minier, ENSA Bretagne).

Texte n° 83 Décret du 16 décembre 2010 portant nomination de la directrice générale de la Bibliothèque nationale de France (M^{me} Jacqueline Sanson).

Texte n° 84 Décret du 17 décembre 2010 portant nomination du président du Centre national du cinéma et de l'image animée (M. Éric Garandeau).

Texte n° 85 Arrêté du 12 novembre 2010 portant admission à la retraite (conservateur général du patrimoine : M^{me} Claude, Françoise, Henriette, Thérèse Cosneau, née Allemand).

J.O n° 294 du 19 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 9 Arrêté du 9 décembre 2010 portant ouverture d'un concours externe et d'un concours interne d'ingénieur territorial, session 2011, Rhône-Alpes - Auvergne (dont : architecture, urbanisme et paysage).

Culture et communication

Texte n° 29 Décret n° 2010-1593 du 17 décembre 2010 relatif aux services de télévision et de médias audiovisuels à la demande relevant de la compétence d'un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à la convention européenne sur la télévision transfrontière du 5 mai 1989.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 42 Décret du 17 décembre 2010 portant nomination du directeur général du Muséum national d'histoire naturelle (M. Thomas Grenon).

Conventions collectives

Texte n° 44 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la librairie.

Avis divers

Texte n° 68 Vocabulaire des sports (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 296 du 22 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 18 Arrêté du 28 septembre 2010 portant ouverture en 2011 d'un concours de recrutement externe et interne de bibliothécaire territorial pour les spécialités « bibliothèques » et « documentation ».

Texte n° 19 Arrêté du 24 novembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours interne d'ingénieur territorial (urbanisme, aménagement et paysages, architecture).

Texte n° 20 Arrêté du 24 novembre 2010 portant ouverture au titre de l'année 2011 d'un concours externe d'ingénieur territorial (urbanisme, aménagement et paysages, architecture).

Culture et communication

Texte n° 42 Arrêté du 15 décembre 2010 relatif à l'élection du représentant du personnel et de son suppléant au conseil d'administration de l'établissement public du musée national Picasso - Paris.

Texte n° 43 Décision du 8 décembre 2010 de la commission prévue à l'article L. 214-4 du Code de la propriété intellectuelle portant modification de la décision du 5 janvier 2010.

Texte n° 84 Arrêté du 2 décembre 2010 portant nomination au Conseil supérieur de l'Agence France-Presse (M. Rémy Pflimlin).

Texte n° 85 Arrêté du 2 décembre 2010 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon (M. François Tran).

Texte n° 86 Arrêté du 13 décembre 2010 portant nomination à la Cité de l'architecture et du patrimoine (M. Francis Rambert et M^{me} Mireille Grubert).

Texte n° 87 Arrêté du 14 décembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art (M^{me} Laurence Fradin).

Texte n° 88 Arrêté du 15 décembre 2010 portant nomination au conseil d'administration du théâtre national de l'Opéra-Comique (M^{me} Maryvonne Chamboduc de Saint Pulgent, MM. Jean-Dominique Comolli et Benoît Duteurtre).

Texte n° 89 Arrêté du 16 décembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée du Quai Branly (M^{mes} Francine Mariani-Ducray, Anne Douaoui, MM. Louis Schweitzer et Yves Coppens).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 70 Arrêté du 14 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 15 juillet 2010 fixant la liste des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés (promotion 2009-2010).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 101 Avis n° 2010-27 du 16 novembre 2010 relatif à un projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 102 Avis n° 2010-1112 du 14 octobre 2010 sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

Avis divers

Texte n° 123 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 297 du 23 décembre 2010**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 4 Arrêté du 13 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 novembre 2010 portant ouverture en 2011 des concours externe et interne d'ingénieur territorial.

Texte n° 39 Décret du 22 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Valenciennes (1^{re} catégorie) (M. Franck-Olivier Lachaud).

Texte n° 40 Décret du 22 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet de Rambouillet (1^{re} catégorie) (M. Marc Chappuis).

Texte n° 41 Décret du 22 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Var (M. Philippe Beuzelin).

Texte n° 42 Décret du 22 décembre 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Allier (M. Luc Chouchkaieff).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 10 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 16 au 20 août 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 11 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 novembre au 3 décembre 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture, Recherche culturelle et culture scientifique).

Culture et communication

Texte n° 15 Arrêté du 24 novembre 2010 portant autorisation des cession et extension de participations dans le capital de la société de gestion du réseau R 1.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 90 Avis de vacance des fonctions de directeur des études de l'École française d'Extrême-Orient.

J.O. n° 298 du 24 décembre 2010

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 46 Arrêté du 16 décembre 2010 portant transfert du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires, des taxes d'urbanisme et de la redevance d'archéologie préventive entre des postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 21 Arrêté du 26 novembre 2010 portant ouverture en 2011 d'un concours d'accès au grade de cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux.

Texte n° 76 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet de l'Essonne (hors classe) (M. Michel Fuzeau).

Texte n° 77 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet de la Sarthe (M. Pascal Lelarge).

Texte n° 78 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet de l'Yonne (M. Jean-Paul Bonnetain).

Texte n° 80 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet de Meurthe-et-Moselle (M. Adolphe Colrat).

Texte n° 82 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet de la Haute-Loire (M. Denis Conus).

Texte n° 83 Décret du 23 décembre 2010 portant nomination du préfet du Gers (M. Philippe de Lagune).

Culture et communication

Texte n° 54 Arrêté du 17 novembre 2010 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

Texte n° 55 Arrêté du 14 décembre 2010 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

Conventions collectives

Texte n° 106 Arrêté du 16 décembre 2010 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées (n° 2310).

Texte n° 112 Arrêté du 17 décembre 2010 portant extension d'avenants et d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels (n° 1790).

Texte n° 122 Arrêté du 20 décembre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

J.O n° 299 du 26 décembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 4 Décret du 23 décembre 2010 portant délégation de signature (direction des archives) (M^{me} Monique Constant).

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 46 Arrêté du 20 décembre 2010 portant modification de la répartition des postes ouverts aux concours pour l'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (session 2010).
Texte n° 83 Arrêté du 22 novembre 2010 portant nomination (M. Frédéric Bianchi, agent comptable du théâtre national de Chaillot).

Culture et communication

Texte n° 61 Décret n° 2010-1630 du 23 décembre 2010 relatif à la procédure d'évaluation et de labellisation des moyens de sécurisation destinés à prévenir l'utilisation illicite de l'accès à un service de communication au public en ligne.

Texte n° 62 Arrêté du 10 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2010 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

J.O n° 300 du 28 décembre 2010

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 68 Décret du 27 décembre 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin (1^{re} catégorie) (M. Michel Theuil).

Économie, finances et industrie

Texte n° 88 Arrêté du 21 décembre 2010 portant nomination à la commission consultative des communications électroniques.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 103 Avis n° 2010-1075 du 29 septembre 2010 sur un projet d'arrêté portant nomination à la commission consultative des communications électroniques.

J.O n° 301 du 29 décembre 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014.

Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Texte n° 63 Arrêté du 13 décembre 2010 relatif au diplôme de compétence en langue régionale.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 78 Décret n° 2010-1652 du 28 décembre 2010 modifiant les décrets n° 94-39 du 14 janvier 1994 et n° 2008-618 du 27 juin 2008 relatifs au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Texte n° 79 Décret du 28 décembre 2010 autorisant l'acceptation d'une donation (M. et M^{me} Jean Cluzel à l'Institut de France).

Texte n° 83 Arrêté du 24 décembre 2010 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche des représentants des personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Culture et communication

Texte n° 93 Décret n° 2010-1655 du 28 décembre 2010 modifiant le décret n° 2007-181 du 9 février 2007 portant création de la Commission images de la diversité.

Texte n° 129 Arrêté du 23 décembre 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ministère de la Culture et de la Communication (M. François Cazottes).

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 130 Arrêté du 17 novembre 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Hélène Gual).

Conventions collectives

Texte n° 133 Arrêté du 23 décembre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des acteurs du lien social et familial : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local (n° 1261).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 164 Délibération n° 2010-57 du 14 décembre 2010 relative à la protection du jeune public, à la déontologie et à l'accessibilité des programmes sur les services de médias audiovisuels à la demande.

Texte n° 165 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés.

Avis divers

Texte n° 177 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 302 du 30 décembre 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.

Texte n° 2 Loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010.

Conseil constitutionnel

Texte n° 3 Décision n° 2010-622 DC du 28 décembre 2010 (loi de finances pour 2011).

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 2010 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2010-622 DC (loi de finances pour 2011).

Texte n° 5 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 21 décembre 2010 présentée par au moins soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2010-622 DC (loi de finances pour 2011).

Texte n° 6 Observations du Gouvernement sur les recours dirigés contre la loi de finances pour 2011.

Texte n° 7 Décision n° 2010-623 DC du 28 décembre 2010 (loi de finances rectificative pour 2010).

Texte n° 8 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 22 décembre 2010 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2010-623 DC (loi de finances rectificative pour 2010).

Texte n° 9 Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi de finances rectificative pour 2010.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 16 Décret n° 2010-1661 du 28 décembre 2010 portant publication de la convention de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu conclue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Vanuatu, signée à Nouméa le 16 février 2010.

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 56 Décret n° 2010-1679 du 29 décembre 2010 pris pour l'application de l'article 108 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Texte n° 57 Rapport relatif au décret n° 2010-1680 du 29 décembre 2010 portant annulation de crédits.

Texte n° 58 Décret n° 2010-1680 du 29 décembre 2010 portant annulation de crédits (pour la culture : Patrimoines).

Culture et communication

Texte n° 64 Décret n° 2010-1685 du 29 décembre 2010 relatif à la nouvelle bonification indiciaire en faveur des personnels exerçant des fonctions de responsabilité supérieure dans les services du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 65 Arrêté du 29 décembre 2010 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire aux personnels exerçant des fonctions de responsabilité supérieure dans les services du ministère de la Culture et de la Communication.

Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 76 Décret du 29 décembre 2010 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane (M. Benoît Vidon).

Texte n° 77 Décret du 29 décembre 2010 portant cessation de fonctions de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris (M^{me} Malika Benlarbi).

Texte n° 78 Décret du 29 décembre 2010 portant cessation de fonctions de la directrice de cabinet du préfet de Loir-et-Cher (M^{me} Estelle Lamotte-Genet).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 95 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés.

J.O n° 303 du 31 décembre 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 11 Décret n° 2010-1695 du 30 décembre 2010 relatif à l'Institut français

Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Texte n° 93 Décret n° 2010-1740 du 30 décembre 2010 portant application de diverses dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites aux fonctionnaires, aux militaires et aux ouvriers des établissements industriels de l'État.

Texte n° 94 Décret n° 2010-1741 du 30 décembre 2010 portant application aux fonctionnaires, aux militaires et aux ouvriers des établissements industriels de l'État des articles 44 et 52 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites.

Texte n° 95 Décret n° 2010-1742 du 30 décembre 2010 modifiant le décret du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Texte n° 96 Décret n° 2010-1743 du 30 décembre 2010 relatif à la prorogation et à la réduction de la durée des mandats des membres de certaines instances représentatives du personnel de la fonction publique de l'État.

Texte n° 97 Décret n° 2010-1744 du 30 décembre 2010 relatif aux conditions d'attribution du minimum garanti dans les régimes de retraite des fonctionnaires et des ouvriers de l'État.

Texte n° 98 Décret n° 2010-1745 du 30 décembre 2010 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 (pour la culture : Patrimoines, Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 99 Décret n° 2010-1746 du 30 décembre 2010 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 (pour la culture : Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 100 Décret n° 2010-1747 du 30 décembre 2010 portant prorogation du décret n° 2001-1226 du 20 décembre 2001 portant création d'une indemnité particulière de sujétion et d'installation.

Texte n° 105 Arrêté du 28 décembre 2010 fixant le montant de l'indemnité de formation allouée aux élèves de l'École nationale d'administration.

Texte n° 107 Arrêté du 30 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 modifié portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique et l'arrêté du 20 décembre 2005 relatif aux règles comptables applicables à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Culture et communication

Texte n° 130 Décret n° 2010-1762 du 30 décembre 2010 modifiant le décret n° 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger.

Texte n° 131 Décret n° 2010-1763 du 30 décembre 2010 modifiant le décret n° 2004-236 du 16 mars 2004 relatif au régime indemnitaire de certains agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Texte n° 132 Décision du 23 décembre 2010 modifiant la décision du 16 janvier 2010 portant délégation de signature (secrétariat général).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN du 7 décembre 2010

- M. Jean-Jack Queyranne sur les conséquences de l'introduction des archives publiques dans des banques de données numériques appartenant à des sociétés privées.

(Question n° 89931-05.10.2010).

- M. Jean-Jack Queyranne, M^{me} Françoise Imbert, MM. Michel Issindou, Jean-Pierre Grand, Marc Le Fur et Philippe Gosselin sur le rapport Ory-Lavolée relatif à la réutilisation des données d'archives publiques et les inquiétudes exprimées par les généalogistes concernant la proposition de mise en place de licences payantes.

(Questions n°s 89932-05.10.2010 ; 89933-05.10.2010 ; 89934-05.10.2010 ; 89935-05.10.2010 ; 91147-19.10.2010 ; 91148-19.10.2010).

- M. Yannick Favennec sur le danger qui pèse sur les associations au regard de l'augmentation de la rémunération équitable perçue par la SPRE.

(Question n° 92533-02.11.2010).

JO AN du 14 décembre 2010

- M^{me} Marguerite Lamour sur les préoccupations des antiquaires et de l'ensemble des professionnels du commerce de l'art et de l'antiquité par rapport à la proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

(Question n° 77264-20.04.2010).

- MM. Éric Raoult et Philippe Meunier sur le dossier des vols d'objets d'églises.

(Questions n°s 87293-07.09.2010 ; 91563-26.10.2010).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la durée de protection des droits d'auteurs prévue par l'article 7 de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

(Question n° 89027-21.09.2010).

- MM. Gérard Charasse, Jacques Pélassard, Gérard Hamel, Jacques Bascou, Jean Launay, Michel Grall, M^{me} Geneviève Gaillard et M. Jean-Claude Fruteau sur les évolutions réglementaires relatives à l'accès gratuit aux archives publiques.

(Questions n°s 91845-26.10.2010 ; 91848-26.10.2010 ; 91850-26.10.2010 ; 91851-26.10.2010 ; 92966-09.11.2010 ; 92967-09.11.2010 ; 92968-09.11.2010 ; 92969-09.11.2010).

- M. André Wojciechowski sur les difficultés d'application de la loi du 15 juillet 2008 sur l'autorisation de recopier les registres d'état civil jusqu'en 1934.

(Question n° 91846-26.10.2010).

- MM. Dino Cinieri et Olivier Dussopt sur la réutilisation de documents nominatifs à fort contenu généalogique.

(Questions n°s 91847-26.10.2010 ; 91849-26.10.2010).

JO AN du 21 décembre 2010

- M^{me} Michèle Delaunay sur la nécessité de placer la culture au cœur des apprentissages.

(Question n° 81529-22.06.2010).

- M. Éric Diard sur la reconnaissance du provençal comme langue régionale de France distincte de l'Occitan.

(Question n° 84952-27.07.2010).

- M. Francis Saint-Léger sur la place de l'agence France-Presse dans le domaine de l'information.

(Question n° 86626-17.08.2010).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le délai de publication du décret d'application de l'article 20 de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet.

(Question n° 88307-14.09.2010).

- M. Philippe Cochet sur les montants des redevances collectées par la SACEM et la SPRE au titre des droits des auteurs, des interprètes et des producteurs, auprès des particuliers exploitant une chambre d'hôtes, située dans la maison qu'ils habitent eux-mêmes et équipée d'un récepteur de télévision.

(Question n° 89478-28.09.2010).

- M. Guillaume Garot sur le calcul de la redevance des droits d'auteurs dont les associations doivent s'acquitter auprès de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), lorsqu'elles organisent des manifestations musicales.

(Question n° 89479-28.09.2010).

JO AN du 28 décembre 2010

- M. Jacques Remiller sur la tendance à l'unilinguisme au sein des institutions communautaires.

(Question n° 46629-14.04.2009).

- M^{me} Muriel Marland-Militello sur le système d'octroi de subventions aux associations et fondations dans ses services.

(Question n° 50961-02.06.2009).

- M. Frédéric Reiss sur la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (question transmise).

(Question n° 72412-23.02.2010).

- M^{me} Marie-Christine Dalloz sur l'impact sur la presse spécialisée de la réforme des annonces légales.

(Question n° 78000-04.05.2010).

- M. Michel Terrot sur la lecture chez les jeunes.

(Question n° 84332-20.07.2010).

- M. Francis Saint-Léger sur la place de la photographie dans notre pays.

(Question n° 86450-17.08.2010).

- MM. Jean-Jacques Urvoas et André Schneider sur les aides apportées par l'État en faveur de la préservation et de la promotion des langues régionales.

(Questions n°s 87753-14.09.2010 ; 88689-21.09.2010).

- M^{me} Maryse Joissains-Masini, M. Jean-Jacques Candelier, M^{me} Marguerite Lamour, MM. Jean-Pierre Decool, Alain Bocquet, Michel Bouvard, Marc Le Fur, Pierre-Christophe Baguet, Jean-Jacques Urvoas, Pascal Terrasse et Albert Facon sur la mise à jour de la définition du contrat d'édition, des droits et des obligations des auteurs des œuvres de l'esprit et de leurs éditeurs définis dans le Code de la propriété intellectuelle.

(Questions n°s 89029-21.09.2010 ; 89477-28.09.2010 ; 89480-28.09.2010 ; 90039-05.10.2010 ; 90040-05.10.2010 ; 90623-12.10.2010 ; 90624-12.10.2010 ; 90640-12.10.2010 ; 91285-19.10.2010 ; 91897-26.10.2010 ; 91898-26.10.2010 ; 93051-09.11.2010 ; 93052-09.11.2010).

- MM. Philippe Vitel et Marc Le Fur sur la promotion des langues régionales.

(Questions n°s 90334-12.10.2010 ; 90855-19.10.2010).

- M. Jean-Marc Nesme sur les conditions à remplir pour obtenir les aides de l'État à la numérisation pour des salles de cinéma les plus fragiles, et notamment celles situées en milieu rural.

(Question n° 91502-26.10.2010).

- M. Richard Mallié sur la commission du soutien financier à l'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

(Question n° 92461-02.11.2010).

- M^{me} Danielle Bousquet sur le choix des nominations et promotions à l'Ordre des arts et des lettres.

(Question n° 93255-16.11.2010).

- M. Gérard Gaudron sur le futur centre des archives de Pierrefitte-sur-Seine.

(Question n° 93451-16.11.2010).

- MM. Jean-Louis Gagnaire et Jean Proriot sur l'accès aux archives publiques.

(Questions n°s 93452-16.11.2010 ; 93453-16.11.2010).

SÉNAT

JO S du 9 décembre 2010

- M. André Trillard et M^{me} Marie-Hélène des Esgaulx sur la question de la remise en cause de la gratuité de l'accès aux archives en ligne.

(Questions n°s 15393-07.10.2010 ; 15444-14.10.2010).

JO S du 16 décembre 2010

- M. Bernard Angels sur l'avenir des Archives nationales.

(Question n° 15506-14.10.2010).

- M. Pierre Jarlier sur l'utilisation des archives publiques.

(Question n° 15570-21.10.2010).

- M. Gérard Bailly sur l'accès aux archives publiques.

(Question n° 15582-21.10.2010).

JO S du 23 décembre 2010

- M. Roland Courteau sur les moyens budgétaires mis en œuvre en 2010 pour la valorisation des langues de France dans l'administration centrale et les directions régionales des affaires culturelles.

(Question n° 14760-05.08.2010).

- M. Roland Courteau sur la promotion des langues régionales.

(Question n° 14785-05.08.2010).

- M^{me} Colette Giudicelli et M. Raymond Vall sur l'obsolescence de la partie du Code de la propriété intellectuelle, rédigée dans les années 1950, qui définit le rôle et la fonction de l'éditeur.

(Questions n°s 15207-23.09.2010 ; 15363-07.10.2010).

- M. Antoine Lefèvre sur la question de la gratuité de la réutilisation du patrimoine archivistique des collectivités.

(Question n° 15911-11.11.2010).

Divers

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme, au titre de l'année 2010, de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).

BLAISE (Violaine)	option arts textiles
BONNAT (Mélodie)	option peinture
BREUGNOT (Anne)	option arts textiles
CANNARELLA (Fabien)	option photographie
CHAUPIN (Julia)	option arts textiles
CHRETIEN (Céline)	option sculpture
DE BEAULIEU (Marie)	option sculpture
DE LAUZON née GRASSIN (Marie)	option peinture
DE POULPIQUET (Anne-Claire)	option arts graphiques et livre
DUBOISSET (François)	option mobilier
ENARD (Emilie)	option arts textiles
FAVIER (Jean-Charles)	option arts du feu
GONNET (Sarah)	option arts du feu
GOREL (Florence)	option peinture
LINXE (Sandrine)	option mobilier
MARTIN (Aurélie)	option arts graphiques et livre
PIERI (Lucie)	option sculpture
REMAZEILLES (Elodie)	option arts graphiques et livre
WEGWITZ (Léa)	option mobilier

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AG).

Novembre 2008

5 novembre 2008	M. VIGOT Benjamin	Paris-Val de Seine
-----------------	-------------------	--------------------

Février 2009

2 février 2009	M ^{lle} GINDRE Gwenola	Paris-Val de Seine
2 février 2009	M. JORBY Patrick	Paris-Val de Seine
2 février 2009	M ^{lle} MANCY Caroline	Paris-Val de Seine
2 février 2009	M ^{lle} SAMAKE Nadia	Paris-Val de Seine
2 février 2009	M ^{lle} TERRANOVA Stéphanie	Paris-Val de Seine
2 février 2009	M ^{lle} THILL Caroline	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M ^{lle} ALGRAIN Julie	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M ^{lle} BAILLEUX Bérangère	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M. BOBOC-QUEYRAUD Damien	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M ^{lle} CHAUVOIS Claire	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M ^{lle} DHOMMÉE Elodie	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M ^{lle} KARA Sabrina	Paris-Val de Seine
3 février 2009	M. KRAUZ Adrien	Paris-Val de Seine
4 février 2009	M ^{lle} HAKIM Rima	Paris-Val de Seine
4 février 2009	M ^{lle} KOWALEWSKI Sophie	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M. BIZIEN Arnaud	Paris-Val de Seine

6 février 2009	M ^{lle} BOIDIN Justine	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M ^{lle} FALCONET Chloé	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M ^{lle} KOUAR Hayat	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M. LACOSTE Samson	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M. LECOINTRE Philippe	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M ^{lle} LEFEVRE MANSARD DE SAGONNE Céline	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M. MARAIS Pierre-Charles	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M ^{lle} NGUYEN Thoai-My	Paris-Val de Seine
6 février 2009	M ^{lle} QUENTIN Aurélie	Paris-Val de Seine
27 février 2009	M ^{lle} BOCK Lucille	Paris-Val de Seine
27 février 2009	M ^{lle} SALS Emeline	Paris-Val de Seine
Mars 2009		
2 mars 2009	M ^{lle} AYECHÉ Selma	Paris-Val de Seine
2 mars 2009	M ^{lle} BOUCLEINVILLE Agathe	Paris-Val de Seine
2 mars 2009	M ^{lle} TAFFOUREAU Camille	Paris-Val de Seine
6 mars 2009	M. MALOT Romain	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M. DEBRE Edouard	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{lle} FRADIN Claire	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{me} IGHEZOU Ratiba (ép. SID ROUHOU)	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{lle} LAZAREFF Pauline	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{lle} LE BRAS Claire	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{lle} LEE LUEN LEN Maureen	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M. PEREIRA Lionel	Paris-Val de Seine
31 mars 2009	M ^{lle} SLAWINSKA Paulina	Paris-Val de Seine
Avril 2009		
1 ^{er} avril 2009	M ^{lle} BERTHELIER Sophie	Paris-Val de Seine
Juin 2009		
1 ^{er} juin 2009	M ^{lle} BELOT Mélanie	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juin 2009	M. VAUTIER Thomas	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} ALLARD Delphine	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} BACHELOT Lauren	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} BERGER Karine	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. BERNARDET Arnaud	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} CAUCHARD Nathalie	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} DESHAYES Annabelle	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. FRODEAU Romain	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. GALLET William	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} GONCALVES Véronique	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. MAHFOUZ Mahmoud	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. METZ Alexandre-Nicolas	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} OMAR Mona	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} SALEM Farah	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M. SBIERA Lucas	Paris-Val de Seine
29 juin 2009	M ^{lle} TRAORE Seynabou	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} BIANCHI Gaëlle	Paris-Val de Seine

30 juin 2009	M. BRAGANCE Steve	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. CANNAVO Virgile	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. COFFI Moulo-Didier	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. DALMASSO Fabrice	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} DIAS Cati	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} GRAVENSTEIN Carole	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. HUANG Xianzhe	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} LAVIELLE Agathe	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} MADRANE Nėjoua	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. MAUSSION Joseph	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} MIGUET Chloé	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. SANTINI Marco	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M ^{lle} TRUONG Duy-Anh	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. VALLET Romain	Paris-Val de Seine
30 juin 2009	M. WILPART Pierre	Paris-Val de Seine
Juillet 2009		
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} BEN DHIFALLAH Sophia	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. CARRY Michel	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. CHALIER Pascal	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} CHAREF-MARTEL Soraya	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} DARDE Sibylle	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. DESPRAIRIES Antonin	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} GAUTIER Charlotte	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} JAVAUDIN Jessica	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} KHAMMARI Eya	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. MAGNIFICO Ludovic	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} PONCHEL Sélène	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} RAOUMBE Arielle	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} ROLLE Johanna	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. ROUZEAU Antoine	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M. TANAKA Daisuke	Paris-Val de Seine
1 ^{er} juillet 2009	M ^{lle} YEGHIAZARIANTZ-CHALON Sarah	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M. BENMELIEK Mohamed-Rachid	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{me} CHERON Sophie (ép. FOUASSIER)	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{me} COULON Julie (ép. DUPARAY)	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M. DARMAYAN Malik	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} FOIRIEN Anne-Elisabeth	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M. FROGER Richard	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} GIBEAULT Marie-Elaine	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} GUERIN Camille	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} LONG Coline	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} MANCEL Marion	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} MOREAU Florence	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} TAZI Kenza	Paris-Val de Seine
2 juillet 2009	M ^{lle} TIMMEL Héroïse	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} BILLET Mathilde	Paris-Val de Seine

3 juillet 2009	M. CAILLET Romain	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} DEFOSSEZ Michaëlle	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M. DUQUESNE Jean-Christophe	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} EL BIAD Salima	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} FREGISTE Elsa	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M. FUHRMAN Steven	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} HANAFI Sarah	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M. LEDEVIN Joris	Paris-Val de Seine
3 juillet 2009	M ^{lle} MAI Hien Trang	Paris-Val de Seine
4 juillet 2009	M. LOISEAU Benjamin	Paris-Val de Seine
7 juillet 2009	M ^{lle} DEFFERT Estelle	Paris-Val de Seine
7 juillet 2009	M ^{lle} GIRARDET Caroline	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M ^{lle} BENECH Maud	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M. CERTAIN Paul	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M. LUZON Samuel	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M ^{lle} OMIDI Sorour	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M. RAMET Anthony	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M. RANAIVO Jérémy	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M ^{lle} SAGUI Magali	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M ^{lle} SAINT-JEAN Anne	Paris-Val de Seine
15 juillet 2009	M. SELLAOUTI Karim	Paris-Val de Seine
17 juillet 2009	M. MOTORA Alexandre	Paris-Val de Seine
Septembre 2009		
7 septembre 2009	M. FERRÉ Mélaine	Paris-Val de Seine
7 septembre 2009	M. GALLINEAU Baptiste	Paris-Val de Seine
7 septembre 2009	M. LEGRU Simon	Paris-Val de Seine
7 septembre 2009	M. SHELLEDY Alexandre	Paris-Val de Seine
7 septembre 2009	M ^{lle} WANG Zifei	Paris-Val de Seine
7 septembre 2009	M. WESTERHOUT Joseph	Paris-Val de Seine
9 septembre 2009	M. CANONICO Christian	Paris-Val de Seine
10 septembre 2009	M. MELERO Edouard	Paris-Val de Seine
11 septembre 2009	M ^{lle} FOURNY Nadège	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M ^{lle} BELLESSA Leslie	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M ^{lle} BERNARDINI Nathalie	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M ^{lle} CONTARD Marie	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M ^{lle} ESTRADÉ Anaïs	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M. KESTER Brice	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M ^{lle} PACREAU Emeline	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M. PICARD Thibault	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M. SCHUBERT Iosif-Sébastien	Paris-Val de Seine
14 septembre 2009	M. SERVELLA Marc-Antoine	Paris-Val de Seine
15 septembre 2009	M ^{lle} CHAULIAC Manon	Paris-Val de Seine
15 septembre 2009	M. WALTER Jonathan	Paris-Val de Seine
17 septembre 2009	M ^{lle} ABDELLAOUI MAANE Aïda	Paris-Val de Seine
17 septembre 2009	M ^{lle} BIAIS Circé	Paris-Val de Seine
17 septembre 2009	M ^{lle} CAZES Marie-Laure	Paris-Val de Seine

18 septembre 2009	M ^{lle} BOURGES-MAUNOURY Claire	Paris-Val de Seine
18 septembre 2009	M. JULIEN Thibaut	Paris-Val de Seine
18 septembre 2009	M ^{lle} MACARDIER Axelle	Paris-Val de Seine
18 septembre 2009	M ^{lle} ROBERT Jessica	Paris-Val de Seine
21 septembre 2009	M ^{lle} MICHEL Marie	Paris-Val de Seine
22 septembre 2009	M ^{lle} CHEVRIER Camille	Paris-Val de Seine
22 septembre 2009	M ^{lle} ERGIN Juliette	Paris-Val de Seine
22 septembre 2009	M. MAGNAUDET Thomas	Paris-Val de Seine
23 septembre 2009	M. DUBUS Vladimir	Paris-Val de Seine
24 septembre 2009	M ^{lle} BENOIT Camille	Paris-Val de Seine
24 septembre 2009	M ^{lle} ZIANI Sarah	Paris-Val de Seine
25 septembre 2009	M ^{lle} ALBERTS Justine	Paris-Val de Seine
25 septembre 2009	M ^{lle} LEVEQUE Cléo	Paris-Val de Seine
25 septembre 2009	M. PAUPELIN-HUCHARD Valère	Paris-Val de Seine
28 septembre 2009	M ^{lle} ABOUHACHIM ALAMI Lina	Paris-Val de Seine
28 septembre 2009	M ^{lle} AIT MESBAH Ania	Paris-Val de Seine
28 septembre 2009	M. MEYRONNEINC Baptiste	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{me} BOUAZZARA Sana	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. CLEMENCIN Simon	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{lle} COPPÉ Natacha	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. COQUIN François	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{lle} DOUNAS Souheila	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. FALADE Olayimika	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. GAUBERT Jérémy	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. HUYGHUES-DESPOINTES Grégory	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{lle} LAHMAR Nadia	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. LE BORGNE DE BOISRIOU Gabriel	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. LEVASSEUR Vincent	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{lle} MARTIN Emilie	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M ^{lle} MICHEL Solène	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. QUEMENER Irwin	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. SYLLA Cheikhou	Paris-Val de Seine
30 septembre 2009	M. TRIA Amara	Paris-Val de Seine
Février 2010		
19 février 2010	M ^{lle} BABARY Solène	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BELLIARD Emeline	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BILLON Charlotte	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. BISSONNIER Grégoire	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. BLAIZIN Ludovic	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BONNAFE Irène	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BOURG Tiphaine	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BOURGEOIS Julie	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BRAGA Julia	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BREGEARD Cécile	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} BREMENS Marie-Clémence	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. BURRIEZ Vincent	Paris-Val de Seine

19 février 2010	M ^{lle} CAILLOU Perrine	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{me} CHOMEREAU LAMOTTE Marinne (ép. BRICHANT)	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. CORREIA DE OLIVEIRA Marcelo	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} CUCHET Marie-Camille	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} DANIELIAN Sarine	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. DJENDER Ghiles	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. DUMOULIN Laurent	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} EUGENE Aude-Aline	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} FOUASSIER Julie	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. FOUGERE Quentin	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} FREIRE Marie-Christine	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. GIURIA Thomas	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. GOURY Cédric	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{me} HASSAN Clotilde (ép. LE THEO)	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} HERMIL Marion	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} HORZ Emilie	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. JACQUES Olivier	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} LASCURAIN Lauriane	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. LEFEVRE Jérémy	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. LEFRANC Sylvain	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} LEVEQUE Emmanuelle	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. LUCIO CAMPOS Pedro Tiago	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. MA Hoe Yin Daniel	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} MENAGE Iris	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} PERCHE Marika	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. PERRIN Maxime	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. SAADA Stephen	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. SYLLA Abdoul-Karim	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} TAGLIANTE SARACINO Marie	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M. THIROUARD Romain	Paris-Val de Seine
19 février 2010	M ^{lle} ZAINI Caroline	Paris-Val de Seine

Juillet 2010

16 juillet 2010	M ^{lle} ADOLPHE Aurélie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} ALBIKRI Samira	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} ALLIOT Caroline	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} BABINET Clémence	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BACH Yoann	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BAILLON Laurent	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BASTONERO Alexis	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} BELOUET Anne	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} BENISTI Orna	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BENSOUSSAN Charles	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} BEUZELIN Constance	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BIERRY Antoine	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BLOCH Thibault	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} BONNET Emeline	Paris-Val de Seine

16 juillet 2010	M ^{lle} BOUZID Nassima	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. BRIGITTE Ludovic	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} CAVALIE Aude	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} CHAMPETIER DE RIBES Morgane	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} CHEN Xi	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. CHOUKRI Adil	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} CORNEUX Cécile	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} CORRAZE Marie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. COUPÉ-GALTIER Romain	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} DABDOUB Victoria	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} DARIC Eléonore	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} DEBAURE Clothilde	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. DELAIRE Julien	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. DILOUYA Mathieu	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. DONOT Christophe	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. ESNOUT Maël	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} ESPINASSE Pauline	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FARARIK Leslie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. FARAUT Manuel	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FAYETTE Hannah-Léa	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FERRARIS Caroline	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FILALI ANSARY Radia	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FLOUR Pascaline	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} FLUET Anne-Flore	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} GAMBLIN Marjorie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} GENOVA Iliana	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. GIRARD Jérôme	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. GUIGNETRAN Jean-Guillaume	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. GUM Deré	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. GUYARD Edouard	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} HALES Scarlett	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} JAFFREDO Laura	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} KANG Min Hee	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. KIM Dong-Won	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} LABAT Lucile	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. LAMOUR Guilhem	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} LANGLOIS Charlotte	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} LAPLACE Anne	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. LARGEAU Nicolas	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. LE GALL Guillaume	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} LE HAY Emilie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} LEQUERTIER Mareva	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. LOYER Simon	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. LUSTIGMAN Laurent	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} MAGNIER Camille	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. MAZZARESE Grégory	Paris-Val de Seine

16 juillet 2010	M. MERESSE Grégory	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. MOSSELMANS Nicolas	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. NAIM Amina	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} NGUYEN Laure	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} NICOLAS Anaïs	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} OGDEN Sarah	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. OLSZEWSKI Romain	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. PARCÉ Antoine	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} PARK Ga-Young	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} PELLERIN Prisca	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. PHILIPPOU Stéphane	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. POIRIER David	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} POLIKARPOVA Anna	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. QUIBLIER Benjamin	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} QUILLIOT Claire	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. RAEPEL Vincent	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. RATH Aymeric	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} REBIERE Céline	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. RENAULT-DELASAUVAGERE Pierrick	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} RIVAL-MARY Alice	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} RIVIERE Cécile	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. ROUVILLOIS Jonathan	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. SAMUEL Raphaël	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. SARAMITO Olivier	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. SEGUIN Antoine	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. SILVERI Damiano	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} STEUNOU Orianne	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} VARELA Amélie	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M ^{lle} ZAHRAEI Sharareh	Paris-Val de Seine
16 juillet 2010	M. ZEDIRI Faouzi	Paris-Val de Seine
Septembre 2010		
24 septembre 2010	M ^{lle} ABERKI Marie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} ALLOUARD-CARNY Valentine	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. ALTIS Anthony	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} ANDREANI Emmanuelle	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} BEAUMONT Pauline	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. BERGEAL Marc	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} BOSAL Céline	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. BOYER Aurélien	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} BRET Emilie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. BRION Victor	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} CARTAUT Cécile	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. CHORHY Jonathan	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. CLEMENT Louis	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} COURILLEAU Léa	Paris-Val de Seine

24 septembre 2010	M ^{lle} DROUIN Elodie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. DUBOIS Christophe	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} FAURIS Gabrielle	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} FILLOL Aurélie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} FONTANILI Laura	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. GARDESSE Antoine	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} GARDEY DE SOOS Camille	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} GHADERI Sahar	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. GOBIN Etienne	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. GOMEZ GARCIA Carlos Andres	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. HERVE Thomas	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. JACOT Gaëtan	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} KHAMASSI Sarra	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} LANGLOIS D'ESTAINTOT Sophie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} LE SCODAN Shirley	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. LEE Jung Hwan	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. LEFRANÇOIS Pacôme	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. LEGUET Xavier	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. LOCURATOLO Alexandre	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} MAFRAND Julie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} MARIE Alice	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. MARRE Jean-Philippe	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} MILLON Caroline	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} MOREAU Julie	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} NOCCHI Marina	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} NOCE Flora	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} PAWLOWSKA Agnieszka	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. PISSOT Adrien	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M. RIGAL Dorian	Paris-Val de Seine
24 septembre 2010	M ^{lle} RUDNYCKYJ Elodie (ép. BOURGUIBA)	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} BARBERY Claire	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} DOUBLET Gabrielle	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. EINBINDER Jérôme	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} FIDAN Eylem	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} FLEUREAU Mélanie	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} GLOANEC Agathe	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} LI Miner	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. MAPOULA Pascal	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} MARTIN Virginie	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. MICHEL Guillaume	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} PARK Hyo Ran	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. PITSCH Guillaume	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M ^{lle} PROD'HOMME Anne	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. TABOUCHE Ahmed Tewfik	Paris-Val de Seine
30 septembre 2010	M. TENCONI Martin	Paris-Val de Seine

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AH).

Octobre 2006

10 octobre 2006	M. DENG Yong	Clermont-ferrand
10 octobre 2006	M ^{lle} NOMBALIER Christelle	Clermont-ferrand

Octobre 2009

22 octobre 2009	M ^{lle} ALBERT Josépha	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} ALLA Sophia	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. AUCANT Jordan	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BARBIER Camille	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BASMAISON Marylise	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. BEN LAMKADEM Bassam	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. BIZOUARD Mickaël	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BLANCHARD Virginie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. BONHOMME Yohan	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BOURDIER Isis	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. BOURGADE Thibaut	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BOYER Delphine	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BRIAIRE Amélie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} BRUNNER Lorene	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. CHOMAT Jérémie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} CHOUVEL Anaïs	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. COULANJON Charles	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. DE LASSENCE Adrien	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} DELORME Estelle	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} DICKO Lucie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. DUBURE Alexandre	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} DUPONT Laetitia	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. DURAN MENDOZA Marco	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. FAYARD François	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} FONTANA Caroline	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. FOUROT Pierre	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. FRANCES AURELIEN	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. FRAYSSE Nicolas	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} GALDEMAR Virginie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} GARASEFERYAN Irina	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} HUBERT Marie	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. KIZILTAS Ahmet	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} L'HULLIER Isabelle	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. LAROERE Vincent	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. LEFEUVRE Hugues	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} MARLHOUX Lola	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} MASCRET Clémence	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} MASSON Cécile	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} MENARD Audrey	Clermont-ferrand

22 octobre 2009	M. NOGUERA Matthias	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. PINSARD Yoann	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. RAMOS LOPES Sergio	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} REGLAT Marion	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. REMY Thomas	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. SAIDI Kamel	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} SALVADORES FERRANDO Maria Paz	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} TELLEZ ALFARO Vania Lindsay	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M ^{lle} TEZENAS DU MONTCEL Soizick	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. THEROND Anthony	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. TREIGNAT Nicolas	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. VARRAUD Guillaume	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. VIGOT Julien	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. WANG Ruoyu	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. WEIBEL Mathieu	Clermont-ferrand
22 octobre 2009	M. ZHANG Chi	Clermont-ferrand

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10AI).

Juillet 2010

6 juillet 2010	M ^{lle} DUMOUR Anaïs	Paris-La Vilette
6 juillet 2010	M ^{lle} FORGET Emilie	Paris-La Vilette
6 juillet 2010	M. KRIAA Achraf	Paris-La Vilette
6 juillet 2010	M. LONGCHAMP Grégoire	Paris-La Vilette
6 juillet 2010	M ^{lle} LORBER Florence	Paris-La Vilette
8 juillet 2010	M. FELLAK Salah	Paris-La Vilette
8 juillet 2010	M ^{lle} HARNIST Geneviève	Paris-La Vilette
8 juillet 2010	M. JERIDI Yahya	Paris-La Vilette

Septembre 2010

4 septembre 2010	M ^{lle} PINI Charlotte	Paris-La Vilette
10 septembre 2010	M ^{lle} BEN AMARA Kaouther	Paris-La Vilette
10 septembre 2010	M. BILLAUT Arthur	Paris-La Vilette
10 septembre 2010	M. BRESSON Thibault	Paris-La Vilette
10 septembre 2010	M. DOGBO Hervé	Paris-La Vilette
10 septembre 2010	M ^{lle} DRAKIDES Viviane	Paris-La Vilette
14 septembre 2010	M. SAKHO Moussa	Paris-La Vilette
14 septembre 2010	M. VERDY Anthony	Paris-La Vilette
15 septembre 2010	M. BONNAFOUX Franz-Gonzague	Paris-La Vilette
23 septembre 2010	M ^{lle} BENRAHMOUN IDRISSE Ghita	Paris-La Vilette
28 septembre 2010	M ^{me} DJELABAKH Sherazade (ép. TIDJANI)	Paris-La Vilette
28 septembre 2010	M ^{lle} GOMMEZ-VAËZ Amandine	Paris-La Vilette
29 septembre 2010	M ^{lle} DE WILDE Charlotte	Paris-La Vilette
30 septembre 2010	M. BENNIS Mohamed Youssef	Paris-La Vilette
30 septembre 2010	M. BIHAN-POUDEC Olivier	Paris-La Vilette
30 septembre 2010	M. CANET César	Paris-La Vilette

30 septembre 2010	M. CECCONI Thomas	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M ^{lle} CHARRIN Anne	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. DE COUDENHOVE Paul	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. HIN Danny	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M ^{lle} KHIAT Fatima Imane	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. LEVESQUE Geoffrey	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M ^{lle} LO Adjì	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M ^{lle} MIN Gyoung Ok	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. NGUYEN Thien An	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. PANDUROVIC - DINULOVIC Igor	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. TARQUIN Benjamin	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M ^{lle} VADECARD-BESTAUX Marie	Paris-La Villette
30 septembre 2010	M. WANG Zhi	Paris-La Villette

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M^{me} Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.